

MODIFICATION PONCTUELLE DU PAG

Restructuration des parties écrite et graphique et modification de l'article 10 - emplacements de stationnement [Dossier 02b]

- » *Justification des modifications et résumé*
- » *Étude préparatoire*
- » *Projet de modification du PAG – parties écrite et graphique*

Novembre 2024



Zeyen+Baumann sàrl
9, rue de Steinsel
L-7254 Bereldange

T +352 33 02 04
F +352 33 28 86
www.zeyenbaumann.lu

PREAMBULE

La Ville de Differdange souhaite réaliser une modification ponctuelle des parties écrite et graphique de son Plan d'Aménagement Général (PAG).

Le PAG en vigueur de la Ville de Differdange a été voté au Conseil Communal le 29.06.2021, puis approuvé par le Ministère de l'Intérieur en date du 09.06.2022 (Réf. 34C/037/2019), l'arrêté du Ministère de l'Environnement date du 06.07.2022 (Réf. 86834).

La **modification** de la partie graphique concerne **l'entièreté du territoire de la commune** et vise à restructurer et mettre à jour la **partie graphique**.

La **modification ponctuelle de la partie écrite** vise à modifier l'article 10 « emplacement de stationnement » et à restructurer la partie écrite pour clarifier et augmenter la lisibilité du document.

Par analogie, cette modification du PAG implique aussi une modification du plan de repérage du PAP QE respectif qui fait l'objet d'un dossier séparé.

Ce dossier de modifications ponctuelles du Plan d'Aménagement Général (PAG) est conforme avec les dispositions légales suivantes :

- » *loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain,*
- » *règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de l'étude préparatoire d'un projet d'aménagement général,*
- » *règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de la fiche de présentation du plan d'aménagement général d'une commune.*

Le résumé à la page 11 correspond au résumé du projet de plan ou programme requis par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Le présent document se compose par:

- » *la justification des modifications et le résumé,*
 - » *l'étude préparatoire,*
 - » *le projet de modification du PAG, parties écrite et graphique.*
-

La Ville de Differdange est d'avis que *des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation* **des incidences** *de certains plans et programmes sur l'environnement* **ne sont pas prévisibles** à travers la mise en œuvre du présent projet de modification ponctuelle. Le Ministère de l'Environnement partage cet avis, voir courrier (dispense) du 2 octobre 2024 (en annexe).

SOMMAIRE

Justification des modifications et résumé	7
1 Localisation des terrains à reclasser	9
2 Résumé et justifications de l'initiative	11
Étude préparatoire	15
3 Etude préparatoire Section 1 : Analyse globale de la situation existante	17
4 Etude préparatoire Section 2 : Concept de développement	18
5 Etude préparatoire Section 3 : Schémas Directeurs	18
Projet de modification du PAG	19
6 Modifications apportées au PAG	21
7 Versions coordonnées	33
Annexes	35
1 Fiche de présentation	37
2 Certificat PAG upload	39
3 Dispense du ministère de l'Environnement	41

PLANS

Plan 1	Extrait du PAG en vigueur – entièreté de la commune	29
Plan 2	Extrait du PAG modifié – entièreté de la commune	31

Justification des modifications et résumé

1 Localisation des terrains à reclasser

La présente modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Differdange concerne l'ensemble du territoire de la commune de Differdange.

2 Résumé et justifications de l'initiative

Cette modification ponctuelle du Plan d'Aménagement Général (PAG) de la ville de Differdange concerne l'entièreté de la commune et vise à restructurer la partie graphique. Cette **restructuration** consiste en une mise à jour, une restructuration de la légende, des changements de la représentation graphique de certains éléments et le redressement d'une erreur matérielle:

- » **Mise à jour** des éléments suivants :
 - » zone de bruit – sur base des cartographies publiées par l'Administration de l'environnement (AEV) pour l'année 2021 et en appliquant les seuils $L_{den}=60db(A)$ et $L_{night} = 50db(A)$
 - » liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale état au 11 février 2024 suivant l'Institut national pour le patrimoine architectural (INPA). Conformément à la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel.
 - » PAP approuvés par le Ministère des Affaires intérieures
- » **Restructuration de la légende** :
 - » suppression de la catégorisation (titres) des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées
 - » déplacement vers le bas (indications complémentaires) des éléments suivants :
 - » Courbes de niveau
 - » Cours d'eau / Ruisseau
 - » Terrain avec vestiges archéologiques connus
 - » ajout de sources
 - » suppression des articles faisant référence à la partie écrite du PAG
 - » suppression de la délimitation de la modification partielle du PAG
 - » réorganisation du contenu des « indications complémentaires » et des « zones superposées »
 - » rassemblement des "réserve naturelle nationale" sous "Zone protégée d'intérêt national - déclarée"
 - » distinction entre "Immeubles et objets bénéficiant des effets de classement comme patrimoine culturel national" et "Immeubles et objets inscrit à l'inventaire supplémentaire"
 - » distinction entre "Zone inondable - HQ10", "Zone inondable - HQ100" et "Zone inondable - HQ extrême"
 - » renommer certains catégories
 - » Biotopes - art,17 de la loi du 18 juillet 2018 → Biotope protégé
 - » Zones soumises aux dispositions de l'art.17 → Habitats d'espèces protégées (Art.17)
 - » Zones soumises aux dispositions de l'art.21 → Sites de reproduction et aires de repos d'espèces intégralement protégées (Art.21)
- » **Changements de la représentation sur le plan** :
 - » Représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour les zones

- soumises à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier" → autre boîte de texte
- » Zone de bruit → autre couleur hachure
- » Zone de risques d'éboulement miniers → hachure plus dense et marquage par un M
- » à la protection de la nature et des ressources naturelles → couleur et hachure
- » à la protection du patrimoine culturel national → couleur et hachure
- » Plan directeurs sectoriels - PDS → contour, pas de hachure
- » à la gestion de l'eau → couleur et hachure
- » Biotope protégé → couleur et hachure
- » Habitats d'espèces protégées (Art.17) → couleur et hachure
- » Sites de reproduction et aires de repos d'espèces intégralement protégées (Art.21) → couleur et hachure
- » Réseau d'infrastructure - ligne électrique → couleur
- » **Rectification d'une erreur matérielle concernant les fonds de la butte-témoin « Ratten » :**
 - » Adaptation de la délimitation de la zone verte (conformément à la décision du 6 juillet 2022 en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles)

Cette modification permettra de **clarifier, de mettre à jour et d'améliorer la lisibilité** de la partie graphique.

Le dossier vise, de la même manière, à restructurer la partie écrite du Plan d'Aménagement Général (PAG) de la ville de Differdange. La restructuration reprend des précisions, des suppressions, des déplacements, des introductions de nouveaux chapitres, dispositions ou articles en vue de clarifier et améliorer la lisibilité de la partie écrite.

Ce dossier vise aussi la modification de l'article 10 « emplacements de stationnement ». Cette modification vise à mettre à jour les seuils de répartition des places de stationnement, préciser certaines dispositions et introduire des dérogations par rapport à cet article. Cette modification permettra d'être en ligne avec les projets futurs de la Ville de Differdange.

La **restructuration** de la **partie écrite** se compose des détails suivants :

- » **Art.10 « emplacements de stationnement »**, modification des seuils de répartition des places de stationnement, précision de certaines dispositions et ajout de plusieurs dérogations ;
- » **suppression des "sections"** dans le texte et structuration du document avec des "chapitres"
- » **précision des titres** de certains chapitres
- » **ajout des sigles** pour les nouveaux art. 11 -14, 16
- » **déplacement et/ou intégration** de certain articles :
 - » intégration ancien art.17 dans le nouveau art. 19. secteurs et éléments protégés de type "environnement construit"

- » déplacement et précision de l'art.20 zone de bruit (ancien 24)
- » déplacement, resp. introduction et précision de l'art.21 (ancien 30) sur les zones de risques d'éboulements miniers
- » déplacement ancien art.24 vers le chapitre 4 (nouveau art.22 - les zones délimitant les plans d'aménagement particuliers approuvés) et mise à jour du tableau
- » **nouveau chapitre 5** - zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et règlement aires spécifiques
- » **précisions/ajout de dispositions** :
 - » nouveau chapitre 3, précision des dispositions concernant la rénovation des constructions se trouvant en zone verte
 - » nouveau chapitre 4, précision art.15 (modification en cours [dossier 02a]); art.16 précision sur les travaux de transformations, de conservation et d'entretien, entretien et autorisation d'abris de jardin et similaires
 - » point G surface construite brute, précisions des dispositions sur le calcul de la SCB de différentes affectations d'un immeuble
- » **Mise à jour** du tableau des PAPs approuvés à maintenir
- » **Mise à jour** de la définition de la SCB suivant le règlement grand-ducal du 24 novembre 2021 portant modification au règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune et au règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du rapport justificatif et du plan directeur du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »

Par analogie, cette modification du PAG implique aussi une modification du plan de repérage du PAP QE respectif qui fait l'objet d'un dossier séparé.

Étude préparatoire

3 Etude préparatoire Section 1 : Analyse globale de la situation existante

Seuls sont analysés les sous chapitres de l'étude préparatoire impactés par les modifications projetées.

3.1 Contexte national, régional et transfrontalier

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact impact sur le contexte national ; régional et transfrontalier.

3.2 Démographie

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact impact sur la démographie.

3.3 Situation économique

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur la situation économique.

3.4 Situation du foncier

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur la situation du foncier.

3.5 Structure urbaine

Le projet de modification vise à mettre à jour le PAG conformément à la liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale provenant de l'INPA.

3.6 Equipements collectifs

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur les équipements collectifs.

3.7 Mobilité

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur la mobilité.

3.8 Gestion de l'eau

Le projet de modification vise à mettre à jour les zones inondables, conformément aux dispositions légales en vigueur.

3.9 Environnement naturel et humain

Le projet de modification vise à mettre à jour la zone de bruit, conformément aux dispositions légales en vigueur.

3.10 Plans et projets réglementaires et non réglementaires

Le projet de modification vise à mettre à jour les PAP approuvés par le ministère des Affaires

intérieures.

3.11 Potentiel du développement urbain

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur le potentiel du développement urbain.

3.12 Dispositions légales et réglementaires arrêtées au niveau national

Le projet de modification vise à mettre à jour des dispositions légales et réglementaires arrêtées au niveau national (patrimoine culturel national, zone de bruit, zones inondables et PAP approuvés).

4 Etude préparatoire Section 2 : Concept de développement

4.1 Concept de développement urbain

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur le Concept de développement urbain de la ville de Differdange.

4.2 Concept de mobilité

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur le Concept de mobilité de la Ville de Differdange.

4.3 Concept des espaces verts

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur le Concept des espaces verts de la Ville de Differdange.

4.4 Concept financier

Sans objet, les différentes modifications projetées n'ont pas d'impact sur le Concept financier de la Ville de Differdange.

5 Etude préparatoire Section 3 : Schémas Directeurs

Sans objet, la modification projetée n'a aucun impact sur les Schémas Directeurs.

Projet de modification du PAG

6 Modifications apportées au PAG

6.1 Partie écrite

Modifications de l'article 10 : **texte ajouté** / ~~texte supprimé~~ / **texte modifié dans le cadre du dossier 02a en procédure**

Art. 10. EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

Art. 10.1. STATIONNEMENT AUTOMOBILE

a) En cas de construction nouvelle ou de transformation d'un immeuble qui prévoit une augmentation du nombre d'unités de logements les propriétaires doivent **prévoir**~~créer~~ à leurs frais et sur fonds privé des emplacements de stationnement conformément aux dispositions suivantes :

- 1 emplacement par **unité de logement de type collectif avec une surface habitable inférieure ou égale à 60,00 m² de surface construite brute** ;
- ~~▪ 1,5 emplacement par unité de logement dans les immeubles collectifs de 60 m² à 90 m² de surface construite brute ;~~
- 1,5 emplacements par **unité de logement de type collectif avec une surface habitable supérieure à 60,00 m² de surface construite brute** ;
- 1 emplacement par **maison unifamiliale** ;
- 1 emplacement par **logement intégré** ;
- ~~▪ 1 emplacement par immeuble de logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite ;~~
- 1 emplacement par immeuble de **logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale** ;
- ~~▪ 1 emplacement par entité de logement 1 emplacement par tranche de 60 m² de surface construite brute pour les cafés, les restaurants, les établissements industriels et artisanaux et les surfaces commerciales ;~~
- **Pour les logements de type co-living** ou toute autre forme d'entité similaire ;, sont à prévoir au moins 1 emplacement par entité de logement de type co-living ou toute autre forme d'entité similaire.
- **Pour les chambres meublées**, sont à prévoir **0,50** 1 emplacement par **tranche de 2 chambres meublées** ;
- **Pour les logements étudiants**, sont à prévoir **0,30** **emplacement par unité de logement étudiant** au moins 3 emplacements pour 10 unités de logement ;
- ~~— A partir de la 11ème unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~
- **Pour les logements des seniors**, sont à prévoir au moins **0,30** emplacements pour 10 unités de logement **par unité de logement sénior et par logement / chambre située dans une maison de retraite** ;
- ~~— A partir de la 11ème unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~
- **Pour les logements encadrés et subventionnés**, sont à prévoir **0,10** **emplacement par unité de logement encadré réalisé en application de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille** au moins 1 emplacement pour 10 unités de logement ;

~~A partir de la 11^{ème} unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~ **b) Pour les commerces, cafés et restaurants ainsi que les structures médicales ou paramédicales, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 45,00 m² de surface construite brute.**

c) Pour les surfaces de production des établissements industriels et artisanaux, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 125,00 m² de surface construite brute. Les surfaces qui sont uniquement destinées au stockage ne sont pas à prendre en compte.

Une diminution du nombre d'emplacements à fournir peut être accordée sur base du concept d'exploitation réel de l'établissement en question qui démontre que le nombre minimal d'emplacements de stationnement requis dépasse les besoins pour le personnel présent sur site.

d) Pour les bureaux et administrations, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 60,00 m² de surface construite brute.

e) À l'exception des emplacements requis pour une unité de logement spécifique, les emplacements de stationnement à prévoir en vertu du point a) du présent article doivent disposer d'un accès direct depuis la voirie ou les parties communes et ne peuvent pas être aménagés l'un derrière l'autre.

Pour les maisons unifamiliales, l'accès à un emplacement de stationnement à ciel ouvert, car-port ou garage peut être pris en compte en tant qu'emplacement de stationnement, sous condition que le dimensionnement réponde aux exigences minimales.

Art. 10.2. STATIONNEMENT POUR VÉLOS

En cas de construction nouvelle le nombre minimum d'emplacements pour vélos requis est défini comme suit (à arrondir à l'unité supérieure) :

- **1 emplacement par unité de logement de type collectif avec une surface habitable inférieure ou égale à 60,00 m²,**
- **2 emplacements par unité de logement de type collectif avec une surface habitable supérieure à 60,00 m² ;**
- **1 emplacement par tranche entamée de 100,00 m² de surface exploitée pour les bureaux et administrations et 1 emplacement supplémentaire par tranche entamée de 70,00 m² de surface exploitée pour les activités générant un taux de visiteurs élevé. Les emplacements supplémentaires doivent être accessibles au public ;**
- **1 emplacement par tranche entamée de 100,00 m² de surface de vente pour les commerces ;**
- **1 emplacement par 40 places visiteurs dans les infrastructures culturelles et sportives ;**
- **1 emplacement par unité de logement étudiant.**

Art. 10.3. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

~~Dans le cas où les logements ne seraient plus occupés en tant que logements de service ainsi que les logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale, les taxes payables selon le présent article seront dues, même ultérieurement, à partir du moment du changement d'affectation et à défaut de pouvoir y aménager les emplacements alors requis.~~

a) Dans les PAP « nouveaux quartiers » et dans les PAP « quartiers existants » ~~maintenus en tant que PAP approuvés en vertu de l'Art. 22.~~ peuvent prévoir un ~~une exception relative au~~ nombre minimal

d'emplacements de stationnement ~~à aménager par parcelle peut être accordée dans~~ **qui diffère des dispositions du présent article dans** les cas suivants :

- un quartier répondant à un concept de mobilité avec une clé réduite d'emplacements de stationnement ;
- des quartiers ou îlots ayant une desserte de transport en commun à très haute qualité
- ~~pour les PAP approuvés~~
- pour ~~ces~~ **les** cas exceptionnels une convention spécifique règle la mise en œuvre.

b) Dans les zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ) suivant l'Art. 15. de la présente partie écrite, les emplacements de stationnement peuvent être regroupés sur une parcelle différente de celle de l'immeuble concerné.

c) En cas de contradiction, les dispositions fixées dans un Plan d'Aménagement Particulier approuvé, et maintenu en vertu de l'Art. 22. de la présente partie écrite, priment sur les dispositions du présent article.

d) Le nombre d'emplacements de stationnement nécessaire par construction ou par affectation est arrondi lorsque la valeur calculée comprend une décimale. La décimale est arrondie vers le haut si la valeur totale est inférieure à 10,00 et arrondie vers le bas si la valeur totale est supérieure ou égale à 10,00.

e) Des dérogations par rapport aux dispositions de l'Art. 10. ~~, faisant référence aux Art. 10. – Art. 10.3.~~ peuvent être accordées pour :

- des transformations et changements d'affectations d'immeubles et objets classés en tant que patrimoine culturel national en vertu de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel ;
- des transformations et changements d'affectations de constructions indiquées en tant que « construction à conserver », « gabarit d'une construction existante à préserver », « façades à conserver » ou situées en « cités ou colonies à conserver » en vertu de l'Art. 19. de la présente partie écrite ;
- des nouvelles constructions et / ou transformations de bâtiments existants à l'intérieur de la zone de bâtiments et d'équipements publics en vertu de l'Art. 3. de la présente partie écrite ;
- des logements réalisés par un promoteur public dans le sens de l'article 3 de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ;
- des transformations de commerces, d'hôtels ou de cafés et restaurants existants.

• _____

Art. 10.2. EMBLEMENTS POUR VÉLO

En cas de construction nouvelle le nombre minimum d'emplacements pour vélos requis est défini comme suit (à arrondir à l'unité supérieure) :

- ~~un emplacement par unité de logement de 60 m² ou moins de surface construite brute dans les immeubles à appartement ;~~
- ~~deux emplacements par unité de logement dans les immeubles collectifs de 60 m² ou plus de surface construite brute, à aménager à l'intérieur de la construction~~
- ~~un emplacement par tranche 500 m² de surface construite brute pour les bureaux, administrations et activités de services professionnels, de vente, de cafés et restaurants ;~~
- ~~un emplacement par tranche de 100 m² de surface construite brute de bureaux pour les établissements industriels et artisanaux ;~~
- ~~un emplacement par 40 places visiteurs dans les infrastructures culturelles et sportives ;~~

- ~~un emplacement par 40 places-visiteurs dans les infrastructures culturelles et sportives ;~~
- ~~un emplacement pour 1 unité de logement étudiant ;~~
- ~~Coefficients relatifs au degré d'utilisation du sol~~

~~Pour le coefficient d'utilisation du sol (CUS), pour le coefficient d'occupation du sol (COS), pour le coefficient de scellement du sol (CSS) et pour la densité de logement (DL) des valeurs maxima sont à définir. Des valeurs minima peuvent également être définies pour le coefficient d'utilisation du sol et pour la densité de logement.~~

~~Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.~~

Restructuration de l'entièreté de la partie écrite : **texte ajouté** / ~~texte supprimé~~ / **texte modifié dans le cadre du dossier 02a en procédure**

L'entièreté de la partie écrite avec l'indications des modifications se trouve sur les pages qui suivent.

PARTIE ÉCRITE DU PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL
PROJET DE MODIFICATION [DOSSIER 02b]
Restructuration des parties écrite et graphique et art.10 -
emplacement de stationnement

Septembre 2024

Maître d'ouvrage



Ville de Differdange
40, avenue Charlotte
L-4530 Differdange
Tél : 58 77 1 – 01
Internet : <http://www.differdange.lu>

Élaboration du PAG



Espace et paysage S.A.
12, avenue du Rock N Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél.: 26 17 84
Fax: 26 17 85
E-mail: info@espacepaysages.lu
Internet: <http://www.espacepaysages.lu>



Vandriessche urbanistes et architectes
14, rue Vauban
L-2663 Luxembourg
Tél.: 22 02 45
E-mail: vdarch@pt.lu

Modification ponctuelle



Zeyen+Baumann
9, rue de Steinsel
L-7254 Bereldange
Tél. : 33 02 04
E-mail : secretariat@zeyenbaumann.lu
Internet: <http://www.zeyenbaumann.lu>

Partie écrite PAG version initiale votée définitivement au conseil communal le 29 juin 2021 et approuvée définitivement par le ministère de l'Intérieur en date du 9 juin 2022 (Réf.° 34C/037/2019) et par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 06 juillet 2022(Réf. 86834).

Modifications :

- » Modification ponctuelle concernant **les articles « emplacements de stationnement » et « les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »** - [Dossier de modification n°2a].

Décision d'engagement dans la procédure (saisine du conseil communale) en date du 24 janvier 2024¹

Texte de la modification repris dans le présent document

- » **Modification ponctuelle concernant la restructuration de la partie écrite et graphique et l'art. 10 – emplacement de stationnement - [Dossier de modification n°2b].**
Décision d'engagement dans la procédure (saisine du conseil communal) en date du 29 novembre 2024

Ajout / suppression

¹ Modification en cours de procédure.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. CONTENU ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	9
CHAPITRE II. LES ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES	10
Art. 1. Zones d'habitation.....	10
Art. 2. Zones mixtes	10
Art. 3. Zones de bâtiments et d'équipements publics [BEP].....	11
Art. 4. Zones d'activités économiques communales type 1 [ECO-c1].....	11
Art. 5. Zones d'activités économiques nationales [ECO-n].....	11
Art. 6. Zones de gares ferroviaires et routières [GARE]	14
Art. 7. Zones de sports et de loisirs [REC].....	14
Art. 8. Zones spéciales [SPEC].....	16
Art. 9. Zones de jardins familiaux [JAR].....	16
Art. 10. Emplacements de stationnement	18
CHAPITRE III. LA ZONE VERTE	22
Art. 11. Les zones agricoles [AGR].....	22
Art. 12. Les zones forestières [FOR]	22
Art. 13. Les zones de parc public [PARC]	23
Art. 14. Les zones de verdure [VERD]	23
CHAPITRE IV. LES ZONES SUPERPOSÉES	24
Art. 15. Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ).....	24
Art. 16. Zones d'aménagement différé (ZAD).....	24
Art. 17. Zones de servitude « urbanisation »	25
Art. 18. Zones de servitude « couloirs et espaces réservés ».....	27
Art. 19. Secteurs et éléments protégés de type « environnement construit ».....	28
Art. 20. Zone de bruit.....	30
Art. 21. Zone de risques d'éboulements miniers	30
Art. 22. Les zones délimitant les plans d'aménagement particulier approuvés	31
CHAPITRE V. ZONES OU ESPACES DÉFINIS EN EXÉCUTION DE DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES	36
CHAPITRE VI. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	39
CHAPITRE VII. ANNEXE.....	43
<u>CHAPITRE I. CONTENU ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	<u>9</u>
<u>CHAPITRE II. LES ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES</u>	<u>10</u>
<u>Art. 1. Zones d'habitation.....</u>	<u>10</u>
<u>Art. 2. Zones mixtes</u>	<u>10</u>

<u>Art. 3. Zones de bâtiments et d'équipements publics [BEP]</u>	.....
<u>Art. 4. Zones d'activités économiques communales type 1 [ECO-c1]</u>	.....
<u>Art. 5. Zones d'activités économiques nationales [ECO-n]</u>	.....
<u>Art. 6. Zones de gares ferroviaires et routières [GARE]</u>	.....
<u>Art. 7. Zones de sports et de loisirs [REC]</u>	.....
<u>Art. 8. Zones spéciales [SPEC]</u>	.....
<u>Art. 9. Zones de jardins familiaux [JAR]</u>	.....
<u>Art. 10. Emplacements de stationnement</u>	.....
<u>CHAPITRE III. LA ZONE VERTE</u>	.....
<u>Art. 11. Les zones agricoles [AGR]</u>	.....
<u>Art. 12. Les zones forestières [FOR]</u>	.....
<u>Art. 13. Les zones de parc public [PARC]</u>	.....
<u>Art. 14. Les zones de verdure [VERD]</u>	.....
<u>CHAPITRE IV. LES ZONES SUPERPOSÉES</u>	.....
<u>Art. 15. Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ)</u>	.....
<u>Art. 16. Zones d'aménagement différé (ZAD)</u>	.....
<u>Art. 17. Zones de servitude « urbanisation »</u>	.....
<u>Art. 18. Zones de servitude « couloirs et espaces réservés »</u>	.....
<u>Art. 19. Secteurs et éléments protégés de type « environnement construit »</u>	.....
<u>Art. 20. Zone de bruit</u>	.....
<u>Art. 21. Zone de risques d'éboulements miniers</u>	.....
<u>Art. 22. Les zones délimitant les plans d'aménagement particulier approuvés</u>	.....
<u>CHAPITRE V. ZONES OU ESPACES DÉFINIS EN EXÉCUTION DE DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES</u>	.....
<u>CHAPITRE VI. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</u>	.....
<u>CHAPITRE VII. ANNEXE</u>	.....
TABLE DES MATIÈRES	3
CHAPITRE I. CONTENU ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
Section.1. Partie graphique	5
Section.2. Partie écrite	5
CHAPITRE II. ZONAGE	6
Section.3. Le mode d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	6
Art. 1. Zones d'habitation	6
Art. 2. Zones mixtes	6
Art. 3. Zones de bâtiments et d'équipements publics [BEP]	7
Art. 4. Zones d'activités économiques communales type 1 [ECO-c1]	7

Art. 5. Zones d'activités économiques nationales [ECO n]	7
Art. 6. Zones de gares ferroviaires et routières [GARE].....	9
Art. 7. Zones de sports et de loisirs [REC]	9
Art. 8. Zones spéciales [SPEC].....	11
Art. 9. Zones de jardins familiaux [JAR]	11
Section 4. Le degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.....	12
Art. 10. Prescriptions générales.....	12
Art. 11. Emplacements de stationnement.....	12
Art. 12. Coefficients relatifs au degré d'utilisation du sol.....	13
Section 5. La zone verte.....	14
Art. 13. Catégories	14
Section 6. Les zones superposées.....	15
Art. 14. Zones d'aménagement différé.....	15
Art. 15. Zones de servitude « urbanisation ».....	15
Art. 16. Zones de servitude « couloirs et espaces réservés ».....	17
Art. 17. Secteurs et éléments protégés d'intérêt communal.....	17
Art. 18. Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »	19
Section 7. Zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales et réglementaires spécifiques.....	20
Art. 19. Dispositions générales.....	20
Art. 20. Aménagement du territoire.....	20
Art. 21. Protection de la nature et des ressources naturelles.....	20
Art. 22. Protection des sites et monuments nationaux.....	20
Art. 23. Gestion de l'eau.....	20
Art. 24. Réseaux d'infrastructures de transport national.....	21
Section 8. Informations complémentaires.....	22
Art. 25. Les zones délimitant les plans d'aménagement particulier approuvés.....	22
Art. 26. Les biotopes protégés (repris à titre purement informatif et indicatif et non exhaustif)	23
Art. 27. Zones soumises aux dispositions de l'article 17 (repris à titre informatif, indicatif et non exhaustif).....	24
Art. 28. Zones soumises aux dispositions de l'article 21 (repris à titre informatif, indicatif et non exhaustif).....	25
Art. 29. Zones « vestiges archéologiques » (repris à titre indicatif et informatif).....	25
Art. 30. Zones de risques d'éboulement miniers (repris à titre indicatif).....	25
Annexe I.....	26

CHAPITRE I. CONTENU ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le plan d'aménagement général de la commune de Differdange a été élaboré conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

La partie graphique et la partie écrite du plan d'aménagement général ont été réalisées en application du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du PAG.

~~Section.1.~~ PARTIE GRAPHIQUE

La partie graphique du Plan d'aménagement général de la commune de Differdange est composée des 5 plans suivants :

N° sur le plan	Localité	Fonds de plans	Echelle
1	Ensemble du territoire communal	PCN2021 + BD-L-TC	1/10 000
2	Niederkorn	PCN2021 + BD-L-TC	1/2 500
3	Niederkorn - Differdange	PCN2021 + BD-L-TC	1/2 500
4	Differdange - Foussbann	PCN2021 + BD-L-TC	1/2 500
5	Oberkorn - Lasauvage	PCN2021 + BD-L-TC	1/2 500

~~Section.2.~~ PARTIE ÉCRITE

Le territoire de la commune de Differdange est divisé en différentes zones dont les délimitations figurent dans la partie graphique du Plan d'aménagement général. La partie écrite définit les règles qui s'appliquent à ces zones.

CHAPITRE II. **ZONAGE** LES ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES

~~Section 3. LE MODE D'UTILISATION DES ZONES URBANISÉES OU DESTINÉES À ÊTRE URBANISÉES~~

Art. 1. ZONES D'HABITATION

Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations. Y sont également admis des activités de commerce, des activités artisanales et de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des activités culturelles, des activités de culte, ainsi que des équipements de service public.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature et leur importance seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d'un quartier d'habitation.

Les zones d'habitation sont subdivisées en fonction du type d'habitation en :

1. zones d'habitation 1 [HAB-1] ;
2. zones d'habitation 2 [HAB-2].

Art. 1.1. ZONE D'HABITATION 1 [HAB-1]

La zone d'habitation 1 est principalement destinée aux logements de type maison unifamiliale.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » exécutant une zone d'habitation 1, au moins la moitié des logements est de type maison unifamiliale. La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 90 pour cent au minimum.

Il peut être dérogé à ce principe des 90% pour l'aménagement d'équipements de service public.

Art. 1.2. ZONE D'HABITATION 2 [HAB-2]

La zone d'habitation 2 est principalement destinée aux logements de type collectif.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » exécutant une zone d'habitation 2, au moins la moitié des logements est de type collectif. La surface construite brute à dédier à des fins de logement est de 80 pour cent au minimum.

Il peut être dérogé à ce principe des 80% pour l'aménagement d'équipements de service public.

Art. 2. ZONES MIXTES

On distingue :

1. la zone mixte urbaine centrale [MIX-c] ;
2. la zone mixte urbaine [MIX-u] ;
3. la zone mixte rurale [MIX-r].

Art. 2.1. ZONE MIXTE URBAINE CENTRALE [MIX-C]

La zone mixte urbaine centrale est destinée à renforcer la centralité des localités ou parties de localités à caractère urbain et à accueillir exclusivement des habitations, des activités de commerce, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits de boissons, des équipements de service public, ainsi que des activités de récréation.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 25 pour cent.

Art. 2.2. ZONE MIXTE URBAINE [MIX-U]

La zone mixte urbaine couvre les localités ou parties de localités à caractère urbain. Elle est exclusivement destinée à accueillir des habitations, des activités de commerce dont la surface de vente est limitée à 2.000 m² par immeuble bâti, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits de boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 25 pour cent.

Art. 2.3. ZONE MIXTE RURALE [MIX-R]

La zone mixte rurale couvre les localités ou parties de localités à caractère rural. Elle est destinée aux exploitations agricoles, jardinières, maraîchères, viticoles, piscicoles, apicoles, ainsi qu'aux centres équestres.

Y sont également admises des maisons unifamiliales, des activités de commerce, des activités artisanales, des activités de loisirs et culturelles qui sont en relation directe avec la destination principale de la zone.

Art. 3. ZONES DE BÂTIMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS [BEP]

Les zones de bâtiments et d'équipements publics sont exclusivement réservées aux constructions et aménagements d'utilité publique et sont destinées à satisfaire des besoins collectifs.

Seuls des logements de service ainsi que les logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale y sont admis.

Art. 4. ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES COMMUNALES TYPE 1 [ECO-C1]

Les zones d'activités économiques communales type 1 sont exclusivement réservées aux activités industrielles légères, artisanales, de commerce de gros, de transport ou de logistique, ainsi qu'aux équipements collectifs techniques.

Sont également autorisés, complémentairement à l'activité principale, des activités de commerce de détail, des activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux ainsi que le stockage de marchandises ou de matériaux.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée.

Sont également admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière.

Art. 5. ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NATIONALES [ECO-N]

Les zones d'activités économiques nationales sont réservées exclusivement aux activités de production, d'assemblage et de transformation de nature industrielle, ainsi que des activités de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée et des activités de prestations de service en relation directe avec les activités de la zone concernée.

Sont également admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière. Ces logements sont à intégrer dans le corps même des constructions.

Ces zones sont réservées à des activités économiques à haut standard environnemental au niveau des processus de production. Des critères de qualité s'appliquent dans sept domaines : (1) les émissions dans l'air ambiant et les nuisances olfactives, (2) l'usage de l'eau et les rejets, (3) les nuisances sonores, (4) la pollution lumineuse, (5) la gestion des déchets, (6) les transports et (7) les énergies. Sont soumis à ces critères toutes les nouvelles implantations d'activités économiques ainsi que toutes les extensions et renouvellements d'établissements existants, dès lors qu'une procédure d'autorisation au titre des établissements classés de classe 1 est engagée. Pour chaque critère de qualité, un descriptif non technique d'engagement doit être fourni avec la demande d'autorisation de bâtir démontrant la conformité et le respect des exigences.

Emissions dans l'air ambiant et nuisances olfactives

Les émissions dans l'air ambiant doivent être minimisées en faisant appel aux meilleurs systèmes de dépollution disponibles sur le marché. Les productions à l'origine d'émissions dans l'air ambiant des substances ou groupes de substances suivantes ne sont pas admises : (a) dioxines, furannes, PCB, (b) benzo(a)pyrène, (c) composés organiques volatiles halogénés, (d) benzène, éthylbenzène, toluène, xylène, phénol (e) ammoniac, (f) acides et bases fortes, (g) arsenic, cadmium, chrome VI, mercure, plomb, (h) pesticides et biocides et (i) tout composé présentant des propriétés susceptibles d'entraîner des nuisances olfactives dans le milieu ambiant.

Un résumé non technique qui décrit les différentes émissions avec leurs quantités émises ainsi que les procédés mises en place pour garantir le respect de l'environnement est à fournir.

Usage de l'eau et rejets

Le processus de production doit faire un usage respectueux des ressources en eau potable. Les eaux utilisées dans la production doivent circuler en circuit fermé avec possibilités d'alimentation d'appoint et de purges. Le contrat de rivière de la Chiers est à respecter.

Nuisances sonores

Les émissions sonores doivent être minimisées suivant les meilleures technologies possibles, de façon à ne pas être à l'origine de bruits environnementaux additionnels. La tranquillité publique pendant la nuit est à respecter de façon à ne pas causer de gêne pouvant déranger les riverains (klaxons, sirènes (sauf d'alarmes), bruits stridents etc doivent être évités) .

Pollution lumineuse à l'extérieur du bâtiment

Les émissions lumineuses à l'extérieur de bâtiments doivent être minimisées suivant les meilleures pratiques et les meilleures technologies possibles. Seul une illumination du haut vers le bas est admise sans toutefois sortir du cadre des contraintes réglementaires. Les reflets indirects sont à minimiser. La couleur des luminaires installés à l'extérieur ne doit pas dépasser les 3000K sans motivation et accord préalable.

Les recommandations actualisées du ministère compétent sont à respecter.

Gestion des déchets

Les déchets générés sur le site doivent être au maximum recyclés ou valorisés.

Les déchets restants de production, doivent être traités par tous les moyens disponibles afin d'éviter de devoir les enfouir ou incinérer au Luxembourg ou à l'étranger.

Transports

Les transports de personnes et de marchandises doivent être organisés suivant un concept de durabilité (trajets courts, véhicules à basse consommation) ; toutes les possibilités de mobilité douce doivent être prises en considération et seront favorisé par la direction.

Energies

Les énergies électriques utilisées dans le processus de production et pour le fonctionnement des bâtiments et infrastructures doivent être issues au minimum à 90% de sources renouvelables selon les critères minima appliqués à l'égard d'«électricité verte» par Oekotopten et valorisés dans le pacte climat.

Les critères minima appliqués à l'égard d' « électricité verte » visent les domaines suivants :

- La qualité des sources d'énergie renouvelables ;
- La structure d'âge des installations de production ;
- La politique commerciale des producteurs et fournisseurs d'électricité et les liens éventuels avec l'industrie nucléaire, respectivement charbonnière ;
- La transparence, le contrôle et le labeling
- Les conseils dispensés aux clients

Dans un marché énergétique en constant changement, qui englobe entre autres une part croissante en électricité à base d'énergies renouvelables, il est évident que ces critères doivent être vérifiés et adaptés périodiquement. C'est ainsi que les critères minima qui sont dorénavant disponibles renferment notamment des précisions sur les exigences concernant l'âge des unités de production admises. De nouveaux critères ont été établis concernant les rapports de participation des fournisseurs aux centrales nucléaires et à charbon ; aussi, les critères appliqués au courant issu de la biomasse ont été précisés plus en détail.

Les unités de production admises

En principe, le courant dit « vert » devrait être produit exclusivement au moyen de sources d'énergies renouvelables comme le vent, l'eau, le soleil, la géothermie ou la biomasse. Ce faisant, une production locale/régionale est préconisée. La répartition en terme de pourcentage sur les diverses sources d'énergies régénératives peut varier de produit à produit. Une faible part (<5%) d'électricité provenant d'une installation de cogénération sur base de gaz naturel est admise.

Afin de réduire l'impact sur l'environnement et de préserver l'acceptation par le consommateur, les installations de productions doivent répondre à des normes écologiques strictes. Les critères respectifs sont listés ci-après suivant la source d'énergie :

Energie hydraulique

Les centrales hydro-électriques au fil de l'eau sont en principe admises. Pour ce qui est des centrales à accumulation par pompage, au maximum la production d'électricité nette de l'installation est admise, c'est-à-dire la production déduction faite de toutes les énergies auxiliaires (courant de pompage inclus)

Biomasse

Seules les matières de biomasse suivantes sont admises dans la production de « courant vert » :

100% d'électricité renouvelable selon la liste de oekotopten équivaut à 100% des points (interpolation linéaire) (concerne la vente d'électricité sur l'ensemble du territoire de la commune.

Art. 6. ZONES DE GARES FERROVIAIRES ET ROUTIÈRES [GARE]

La zone de gares et d'arrêts ferroviaires et routières englobe des bâtiments, infrastructures et installations en relation avec les activités ferroviaires et routières, des P+R, ainsi que des espaces libres correspondant à l'ensemble de ces fonctions.

Les constructions, équipements, installations et infrastructures comprennent entre autres :

- Les bâtiments affectés au service des gares ferroviaires, routières ainsi qu'au service des infrastructures, installations et équipements ferroviaires et routiers,
- Les voies ferroviaires et routières avec leurs quais,
- Les installations de sécurité, de signalisation, de télécommunication, d'éclairage,
- Les installations de production, de transformation et de transport de courant électrique.

Sont également admis des services administratifs et professionnels, des activités de commerce, des restaurants, des débits de boissons ainsi que les activités compatibles avec la destination de la zone.

Art. 7. ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS [REC]

Les zones de sports et de loisirs sont destinées exclusivement aux bâtiments, infrastructures et installations de sports, de loisirs, récréatives et touristiques et en relation directe avec cette zone. Y sont admis des logements de service directement liés aux activités y autorisées.

Toutefois en l'absence d'études d'évaluation ciblées, toute intervention, à l'exception de travaux de réfection, au niveau des constructions et aménagements existants, est interdite conformément à l'article 33 de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 7.1. ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS 1 : « ESPACES DE RENCONTRE » - [REC-1]

Les zones de sports et de loisirs 1 « espaces de rencontre » comprennent les terrains nécessaires à la vie communautaire du point de vue des espaces publics et espaces de rencontre et les terrains servant de transitions entre deux zones.

Sur ces terrains, seules sont autorisées les constructions en rapport direct avec la destination de la zone et des aménagements constituant une barrière entre zones dont les destinations sont incompatibles ainsi que les dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales. Des aires de parcage qui sont en relation directe avec l'utilisation de la zone sont également autorisées.

Les éléments végétaux dignes de protection présents dans ces zones sont à préserver ou à remplacer sur la zone même.

Art. 7.2. ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS 2 : « AIRE DE JEUX » - [REC-2]

Les zones de sports et de loisirs 2 « Aire de jeux » comprennent les terrains nécessaires à la vie communautaire du point de vue de la récréation. Sur ces terrains, seules sont autorisées les constructions en rapport direct avec la destination de la zone ainsi que les dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales. Des aires de parcage qui sont en relation directe avec l'utilisation de la zone sont également autorisées.

Art. 7.3. ZONES DE SPORTS ET DE LOISIRS 3 : « TERRAINS DE SPORT » - [REC-3]

Les zones de sports et de loisirs 3 « Terrain de sport » comprennent les terrains nécessaires à la vie communautaire du point de vue du sport. Sur ces terrains, seules sont autorisées les constructions en rapport direct avec la destination de la zone ainsi que les dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales. Des aires de parcage qui sont en relation directe avec l'utilisation de la zone sont également autorisées.

Art. 8. ZONES SPÉCIALES [SPEC]

Art. 8.1. ZONE SPÉCIALE 1 [SPEC-1]

Les stations-service sont exclusivement autorisées dans la zone spéciale 1.

La zone spéciale 1 est exclusivement destinée aux bâtiments réservés aux activités des stations-service, des ateliers de réparation automobile, ainsi que des surfaces vente et de bureaux.

Art. 8.2. ZONE SPÉCIALE 2 [SPEC-2]

La zone spéciale 2 est exclusivement destinée à accueillir des activités de commerce, des logements de service inférieurs à 100 m², des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits de boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Art. 8.3. ZONE SPÉCIALE 3 [SPEC-3]

La zone spéciale 3 est exclusivement destinée à accueillir des garages individuels ou des batteries de garages. Sur ces terrains, des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales.

Art. 8.4. ZONE SPÉCIALE 4 [SPEC-4]

La zone spéciale 4 englobe des bâtiments, infrastructures et installations en relation avec les activités ferroviaires, des P+R, des constructions, des établissements, des équipements et des aménagements de service public et d'intérêt général, ainsi que des espaces libres correspondant à l'ensemble de ces fonctions.

Les constructions, équipements, installations et infrastructures comprennent entre autres :

- Les bâtiments affectés au réseau et à l'entreprise ferroviaire ainsi qu'au service des infrastructures, installations et équipements ferroviaires,
- Les lignes et faisceaux de voies ferrées avec leurs quais,
- Les installations de sécurité, de signalisation, de télécommunication, d'éclairage,
- Les installations de production, de transformation et de transport de courant électrique.

Toutes constructions, installations et tous aménagements autres que ceux en relation avec la destination de la zone sont interdits, à l'exception des activités touristiques et de loisirs.

Art. 8.5. ZONE SPÉCIALE 5 [SPEC-5]

La zone spéciale 5 – dépôt est destinée à recevoir des matériaux qui ne nuisent pas à la santé ni à l'environnement. Toute autre activité y est prohibée.

Art. 8.6. ZONE SPÉCIALE 6 [SPEC-6]

Les zone spéciale 6 « EFCO » comprennent les terrains nécessaires aux besoins des services de régie de la commune de Differdange. Toute nouvelle construction hormis celles existantes est interdite. Seuls sont autorisés les travaux de réfection, d'entretien sur les constructions existantes.

Art. 9. ZONES DE JARDINS FAMILIAUX [JAR]

Les zones de jardins familiaux sont exclusivement destinées à la culture jardinière et à la détente.

Y sont admises des aménagements ainsi que des dépendances de faible envergure en relation directe avec la destination de la zone.

Art. 10. EMBLEMES DE STATIONNEMENT

Art. 10.1. STATIONNEMENT AUTOMOBILE

a) En cas de construction nouvelle ou de transformation d'un immeuble qui prévoit une augmentation du nombre d'unités de logements les propriétaires doivent **prévoir** à leurs frais et sur fonds privé des emplacements de stationnement conformément aux dispositions suivantes :

- 1 emplacement par **unité de logement de type collectif avec une surface habitable inférieure ou égale à 60,00 m² de surface construite brute** ;
- ~~1,5 emplacement par unité de logement dans les immeubles collectifs de 60 m² à 90 m² de surface construite brute,~~
- 1,5 emplacements par **unité de logement de type collectif avec une surface habitable supérieure à 60,00 m² de surface construite brute** ;
- 1 emplacement par **maison unifamiliale** ;
- 1 emplacement par **logement intégré** ;
- ~~1 emplacement par immeuble de logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite,~~
- 1 emplacement par immeuble de **logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale** ;
- ~~1 emplacement par entité de logement 1 emplacement par tranche de 60 m² de surface construite brute pour les cafés, les restaurants, les établissements industriels et artisanaux et les surfaces commerciales.~~
- ~~Pour les logements de type co-living ou toute autre forme d'entité similaire ;, sont à prévoir au moins 1 emplacement par entité de logement de type co-living ou toute autre forme d'entité similaire.~~
- ~~Pour les chambres meublées, sont à prévoir 0,50 1 emplacement par tranche de 2 chambres meublées ;~~
- ~~Pour les logements étudiants, sont à prévoir 0,30 emplacement par unité de logement étudiant au moins 3 emplacements pour 10 unités de logement ;~~
- ~~A partir de la 11ème unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~
- ~~Pour les logements des seniors, sont à prévoir au moins 0,30 emplacements pour 10 unités de logement par unité de logement sénior et par logement / chambre située dans une maison de retraite ;~~
- ~~A partir de la 11ème unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~
- ~~Pour les logements encadrés et subventionnés, sont à prévoir 0,10 emplacement par unité de logement encadré réalisé en application de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille au moins 1 emplacement pour 10 unités de logement ;~~

~~A partir de la 11^{ème} unité de logement le nombre d'emplacements de stationnement est à arrondir à l'unité inférieure.~~ **b) Pour les commerces, cafés et restaurants ainsi que les structures médicales ou paramédicales, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 45,00 m² de surface construite brute.**

c) Pour les surfaces de production des établissements industriels et artisanaux, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 125,00 m² de surface construite brute. Les surfaces qui sont uniquement destinées au stockage ne sont pas à prendre en compte.

Une diminution du nombre d'emplacements à fournir peut être accordée sur base du concept d'exploitation réel de l'établissement en question qui démontre que le nombre minimal d'emplacements de stationnement requis dépasse les besoins pour le personnel présent sur site.

d) Pour les bureaux et administrations, sont à prévoir 1 emplacement par tranche entamée de 60,00 m² de surface construite brute.

e) À l'exception des emplacements requis pour une unité de logement spécifique, les emplacements de stationnement à prévoir en vertu du point a) du présent article doivent disposer d'un accès direct depuis la voirie ou les parties communes et ne peuvent pas être aménagés l'un derrière l'autre.

Pour les maisons unifamiliales, l'accès à un emplacement de stationnement à ciel ouvert, car-port ou garage peut être pris en compte en tant qu'emplacement de stationnement, sous condition que le dimensionnement réponde aux exigences minimales.

Art. 10.2. STATIONNEMENT POUR VÉLOS

En cas de construction nouvelle le nombre minimum d'emplacements pour vélos requis est défini comme suit (à arrondir à l'unité supérieure) :

- 1 emplacement par unité de logement de type collectif avec une surface habitable inférieure ou égale à 60,00 m²,**
- 2 emplacements par unité de logement de type collectif avec une surface habitable supérieure à 60,00 m² ;**
- 1 emplacement par tranche entamée de 100,00 m² de surface exploitée pour les bureaux et administrations et 1 emplacement supplémentaire par tranche entamée de 70,00 m² de surface exploitée pour les activités générant un taux de visiteurs élevé. Les emplacements supplémentaires doivent être accessibles au public ;**
- 1 emplacement par tranche entamée de 100,00 m² de surface de vente pour les commerces ;**
- 1 emplacement par 40 places visiteurs dans les infrastructures culturelles et sportives ;**
- 1 emplacement par unité de logement étudiant.**

Art. 10.3. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

~~Dans le cas où les logements ne seraient plus occupés en tant que logements de service ainsi que les logements situés dans les structures médicales ou paramédicales, les maisons de retraite, les internats, les logements pour étudiants, les logements locatifs sociaux et les logements destinés à l'accueil de demandeurs de protection internationale, les taxes payables selon le présent article seront dues, même ultérieurement, à partir du moment du changement d'affectation et à défaut de pouvoir y aménager les emplacements alors requis.~~

a) Dans les PAP « nouveaux quartiers » et dans les PAP « quartiers existants » maintenus en tant que PAP approuvés en vertu de l'Art. 22, peuvent prévoir une exception relative au nombre minimal

d'emplacements de stationnement ~~à aménager par parcelle peut être accordée dans~~ **qui diffère des dispositions du présent article dans** les cas suivants :

- un quartier répondant à un concept de mobilité avec une clé réduite d'emplacements de stationnement ;
- des quartiers ou îlots ayant une desserte de transport en commun à très haute qualité

~~▪ pour les PAP approuvés~~

- pour ~~ces~~ **les** cas exceptionnels une convention spécifique règle la mise en œuvre.

b) Dans les zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ) suivant l'Art. 15. de la présente partie écrite, les emplacements de stationnement peuvent être regroupés sur une parcelle différente de celle de l'immeuble concerné.

c) En cas de contradiction, les dispositions fixées dans un Plan d'Aménagement Particulier approuvé, et maintenu en vertu de l'Art. 22. de la présente partie écrite, priment sur les dispositions du présent article.

d) Le nombre d'emplacements de stationnement nécessaire par construction ou par affectation est arrondi lorsque la valeur calculée comprend une décimale. La décimale est arrondie vers le haut si la valeur totale est inférieure à 10,00 et arrondie vers le bas si la valeur totale est supérieure ou égale à 10,00.

e) Des dérogations par rapport aux dispositions de l'Art. 10. ~~, faisant référence aux Art. 10. Art. 10.3.~~ peuvent être accordées pour :

- **des transformations et changements d'affectations d'immeubles et objets classés en tant que patrimoine culturel national en vertu de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel ;**
- **des transformations et changements d'affectations de constructions indiquées en tant que « construction à conserver », « gabarit d'une construction existante à préserver », « façades à conserver » ou situées en « cités ou colonies à conserver » en vertu de l'Art. 19. de la présente partie écrite ;**
- **des nouvelles constructions et / ou transformations de bâtiments existants à l'intérieur de la zone de bâtiments et d'équipements publics en vertu de l'Art. 3. de la présente partie écrite ;**
- **des logements réalisés par un promoteur public dans le sens de l'article 3 de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ;**
- **des transformations de commerces, d'hôtels ou de cafés et restaurants existants.**

~~▪~~

~~Art. 10.2. EMBLEMENTS POUR VÉLO~~

~~En cas de construction nouvelle le nombre minimum d'emplacements pour vélos requis est défini comme suit (à arrondir à l'unité supérieure):~~

- ~~▪ un emplacement par unité de logement de 60 m² ou moins de surface construite brute dans les immeubles à appartement ;~~
- ~~▪ deux emplacements par unité de logement dans les immeubles collectifs de 60 m² ou plus de surface construite brute, à aménager à l'intérieur de la construction~~
- ~~▪ un emplacement par tranche 500 m² de surface construite brute pour les bureaux, administrations et activités de services professionnels, de vente, de cafés et restaurants ;~~
- ~~▪ un emplacement par tranche de 100 m² de surface construite brute de bureaux pour les établissements industriels et artisanaux ;~~
- ~~▪ un emplacement par 40 places visiteurs dans les infrastructures culturelles et sportives ;~~

~~• un emplacement pour 1 unité de **logement étudiant** ;~~

~~— Coefficients relatifs au degré d'utilisation du sol~~

~~Pour le coefficient d'utilisation du sol (CUS), pour le coefficient d'occupation du sol (COS), pour le coefficient de scellement du sol (CSS) et pour la densité de logement (DL) des valeurs maxima sont à définir. Des valeurs minima peuvent également être définies pour le coefficient d'utilisation du sol et pour la densité de logement.~~

~~Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.~~

~~Section 4.~~ **CHAPITRE III. LA ZONE VERTE**

~~Art. 11.~~ **CATÉGORIES**

~~La zone verte peut comporter :~~ **La zone verte au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, comprend :**

1. les zones agricoles ;
2. les zones forestières ;
3. les zones de parc public ;
4. les zones de verdure.

~~Les affectations et règles concernant les constructions admises en zone verte sont définies par la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, et sont précisées dans la présente section 2 de la partie écrite du plan d'aménagement général.~~ **Dans ces zones, toute construction reste soumise à une autorisation du ministre ayant la protection de la nature dans ses attributions en vertu des articles 6 et 7 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.**

Les constructions légalement existantes situées dans la zone verte ne peuvent être rénovées ou transformées matériellement qu'avec l'autorisation du ministre. La destination est soit maintenue soit compatible avec l'affectation prévue à l'article 6 de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Des constructions répondant à un but d'utilité publique et les installations d'énergie renouvelable peuvent être érigées en zone verte pour autant que le lieu d'emplacement s'impose par la finalité de la construction.

~~Art. 11.1.~~ **Art. 11. LES ZONES AGRICOLES [AGR]**

La zone agricole comprend les parties du territoire de la commune qui sont principalement destinées à l'exploitation agricole.

Seules les nouvelles constructions ayant un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles, cynégétiques, ou qui comportent la gestion des surfaces proches de leur état naturel, sont admises, sous réserve de respecter les dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Les nouvelles constructions agricoles doivent observer un recul minimum d'une fois et demi (1,5x) leur hauteur et de minimum 10,00 m par rapport à la limite de la zone agricole.

Les constructions existantes, avec ou sans lien avec les types d'exploitation admis, doivent respecter les dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

~~Art. 11.2.~~ **Art. 12. LES ZONES FORESTIÈRES [FOR]**

La zone forestière comprend les espaces boisés et les parties du territoire de la commune principalement destinées à l'exploitation forestière.

Seules les nouvelles constructions ayant un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles, cynégétiques, ou qui comportent la gestion des surfaces proches de leur état naturel, sont admises, sous réserve de respecter les dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Les constructions existantes, avec ou sans lien avec les types d'exploitation admis, doivent respecter les dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

~~Art. 11.3.~~ **Art. 13. LES ZONES DE PARC PUBLIC [PARC]**

La zone de parc public comprend les parties du territoire de la commune qui sont principalement destinées aux loisirs et à la détente tels que les parcs publics et les aires de jeux.

Seuls les aménagements et constructions en relation directe avec la destination de la zone y sont admis, ou d'utilité publique sous réserve de mesures d'aménagement et d'intégration paysagère.

Sont également autorisées des constructions répondant à un but d'utilité publique et les installations d'énergie renouvelable pour autant que le lieu d'emplacement s'impose par la finalité de la construction.

~~Art. 11.4.~~ **Art. 14. LES ZONES DE VERDURE [VERD]**

La zone de verdure a pour but de conserver et/ou de favoriser la fonction écologique et/ou d'intégration paysagère de certaines parties du territoire, comme transition entre différentes zones urbanisées ou destinées à être urbanisées, ou à la périphérie de celles-ci.

Seuls les abris de jardins sont admis pour les constructions servant à l'habitation situées en dehors de la zone de verdure ou ne disposant pas de fond situé en zone urbanisée pour placer cet abri, sous réserve de respecter les critères relatifs à l'implantation, aux matériaux, à l'emprise au sol, aux teintes et aux dimensions maximales précisées par le règlement grand-ducal.

Sont également autorisées des constructions répondant à un but d'utilité publique et les installations d'énergie renouvelable pour autant que le lieu d'emplacement s'impose par la finalité de la construction.

~~Section 5.~~ **CHAPITRE IV. LES ZONES SUPERPOSÉES**

~~Art. 12.~~ **Art. 15. LES ZONES DÉLIMITANT LES FONDS SOUMIS À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER « NOUVEAU QUARTIER » (PAP NQ)**

Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou de plusieurs plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP NQ).

Seuls peuvent y être admis des dépendances et aménagements de faible envergure avec une emprise au sol maximale de 30,00 m² ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales ; sous réserve de ne pas hypothéquer l'exécution du plan d'aménagement particulier.

Des constructions et aménagements provisoires d'utilité publique sont autorisés, en attendant qu'un projet de PAP NQ y soit réalisé.

Des travaux de transformations mineurs, de conservation et d'entretien sont autorisés pour les constructions et les aménagements existants.

Des abris de jardin, dépendances, hangars agricoles ou similaires peuvent être maintenus, entretenus, et autorisés temporairement, sous condition de ne pas compromettre le développement futur de la zone.

Le degré d'utilisation du sol des zones soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » est exprimé par le coefficient d'utilisation du sol (CUS), par le coefficient d'occupation du sol (COS), par le coefficient de scellement du sol (CSS) ainsi que par la densité de logements (DL). Les valeurs maxima sont inscrites sur la partie graphique par quartier.

Les définitions de la terminologie utilisée à l'alinéa qui précède sont reprises à l'Annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

~~Art. 13.~~ **Art. 16. ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ (ZAD)**

Les zones d'aménagement différé constituent des zones superposées, frappées d'une interdiction temporaire de construction et d'aménagement. Seules peuvent y être autorisés des dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales.

Elles constituent en principe des réserves foncières destinées à être urbanisées à moyen ou long terme.

La décision de lever le statut de la zone d'aménagement différé fait l'objet d'une procédure de modification du plan d'aménagement général.

Seuls peuvent y être admis des dépendances et aménagements de faible envergure avec une emprise au sol maximale de 30,00 m² ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l'approvisionnement en eau potable et en énergie et à l'évacuation des eaux résiduaires et pluviales ; sous réserve de ne pas hypothéquer l'exécution du plan d'aménagement particulier.

Des travaux de transformations mineurs, de conservation et d'entretien sont autorisés pour les constructions et les aménagements existants.

Des abris de jardin, dépendances, hangars agricoles ou similaires peuvent être maintenus, entretenus, et autorisés temporairement, sous condition de ne pas compromettre le développement futur de la zone.

~~Art. 14.~~ **Art. 17. ZONES DE SERVITUDE « URBANISATION »**

Les zones de servitude « urbanisation » comprennent des terrains situés dans les zones urbanisées, les zones destinées à être urbanisées ou, le cas échéant, dans la zone verte.

Des prescriptions spécifiques sont définies ci-après pour ces zones, aux fins d'assurer la sauvegarde de la qualité urbanistique, ainsi que de l'environnement naturel et du paysage d'une certaine partie du territoire communal.

Les différentes catégories de servitudes « urbanisation » reprises en partie graphique et détaillées ci-après sont les suivantes :

- Corridor de déplacement
- Zone Tampon
- Biotopes et éléments naturels à préserver
- Maisons jumelées
- Parking écologique

~~Art. 14.1.~~ **Art. 17.1. SERVITUDE « URBANISATION – CORRIDOR DE DÉPLACEMENT » [CO]**

La servitude « urbanisation - **Corridor de déplacement** » doit principalement participer à relier entre eux les habitats d'espèces protégées en réservant des espaces destinés à cet usage et, le cas échéant, en préservant de la valeur écologique des structures directrices (biotopes) qui s'y associent. Ainsi, elle permet de favoriser et/ou d'améliorer le maillage écologique et les déplacements de la faune à l'intérieur des localités. L'aménagement de jardins familiaux ou de parcs publics en zone soumise à la servitude « urbanisation – Corridor de déplacement » doit respecter la fonction de la servitude.

Dans le cas où un aménagement écologique est requis pour assurer la fonction de la servitude, il doit être composé de structures arborées et/ou arbustives d'origine indigène et, s'il est réalisé sur terrain public, il peut être valorisé en tout ou en partie en tant que compensation relative à la perte de tout biotope relevant de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, cela conformément aux critères définis par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD).

La servitude « urbanisation – Corridor de déplacement » s'applique sans préjudice de l'autorisation requise en vertu de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles et se décline en **2 zones distinctes** pour lesquelles des prescriptions particulières sont définies :

- **la zone Co1** vise à préserver la continuité d'un long alignement écologique ainsi que les espaces libres qui lui sont directement contigus. L'espace à réserver pour assurer la fonctionnalité du corridor est d'au moins 5 m de large.

Tout biotope indiqué en partie graphique du PAG et soit recouvert par la servitude Co1 ou situé dans une bande de 15 m, est à considérer comme élément directeur fonctionnel dudit corridor écologique. Ainsi, ces éléments sont à maintenir dans la mesure du possible, si non à compenser au sein même de la servitude Co1 par une structure quantitativement et qualitativement équivalente et selon une implantation de même orientation que le biotope perdu.

Dans cette zone l'aménagement de parkings écologiques et de dessertes routières est autorisé sous réserve que leur emprise soit limitée. Le passage d'infrastructures techniques indispensables au développement des nouveaux quartiers, est également autorisé.

- **la zone Co2** doit assurer la pérennisation d'une coulée verte / coulée d'air frais, lors de l'aménagement du lieu. Afin de favoriser les déplacements de la faune, un aménagement écologique de qualité est à

concevoir : il s'agira de lignes directrices de minimum 10 m de largeur à implanter selon une orientation parallèle à l'axe général de la servitude.

Dans cette zone l'aménagement de places, d'espaces de rencontre, de parkings écologiques et de dessertes routières est autorisé. Le passage des autres infrastructures techniques indispensables au développement des nouveaux quartiers est également autorisé.

~~Art. 14.2.~~ **Art. 17.2.** SERVITUDE « URBANISATION – ZONE TAMPON » [T]

La servitude « urbanisation – zone Tampon » vise à améliorer l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage naturel et à renforcer la protection de la zone verte ainsi que des zones relevant de la restauration, de la protection et de la gestion de la biodiversité ; elle peut constituer une zone de connexion biologique pour les espèces animales protégées en reliant plusieurs biotopes ou espaces protégés dont elle contribuera à augmenter la dynamique et la productivité.

La servitude « urbanisation – zone Tampon » requiert un aménagement écologique de qualité via la plantation de structures arborées et/ou arbustives d'origine indigène. Le cas échéant, cet aménagement écologique peut être mis en place sur terrain privé, au sein ou en bordure des jardins familiaux. Aussi, s'il est réalisé sur terrain public, cet aménagement peut être valorisé en tout ou en partie en tant que compensation relative à la perte de tout biotope relevant de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, cela conformément aux critères définis par le MECDD.

Dans les zones couvertes par la servitude « urbanisation - zone Tampon » sont autorisés les aménagements urbanistiques suivants :

1. l'aménagement ponctuel d'accès motorisés sous réserve de se limiter à la connexion à des accès existants ;
2. l'aménagement écologique d'accès pour mobilité douce à coefficient élevé de perméabilité ;
3. le passage d'infrastructures techniques indispensables au développement de la zone ;
4. l'aménagement de mesures de rétention des eaux pluviales.

La servitude « urbanisation - zone Tampon » se décline en **3 zones distinctes** pour lesquelles des prescriptions particulières sont définies comme suit :

- **la zone T1** : L'aménagement écologique requis est à développer tout le long de T1, sur une profondeur d'au moins 5 m de large. Le recul des constructions par rapport aux plantations est de 5 m au minimum. En outre, l'aménagement écologique doit pouvoir faire office de ligne directrice pour la faune animale protégée.
- **la zone T2** : L'aménagement écologique requis doit pouvoir constituer un écran vert suffisamment opaque afin de diminuer au maximum l'incidence paysagère de toute nouvelle urbanisation ainsi que la pollution lumineuse induite par tout nouvel éclairage artificiel.
- **La zone T3** : L'aménagement écologique requis doit permettre la mise en valeur et la renaturation du cours d'eau (avec de la végétation caractéristique). Toute construction, toute modification du terrain naturel ainsi que tout changement de l'état naturel dans un rayon de 10 m de part et d'autre du cours d'eau sont interdits

~~Art. 14.3.~~ **Art. 17.3.** SERVITUDE « URBANISATION – BIOTOPES ET ÉLÉMENTS NATURELS À PRÉSERVER » [B]

La destruction ou la réduction des biotopes grevés d'une servitude « urbanisation - Biotopes et éléments naturels à préserver » sont interdites. Sans préjudice des dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, une dérogation à cette interdiction pourra être accordée à titre exceptionnel et pour des raisons dûment motivées.

~~Art. 14.4.~~ **Art. 17.4.** SERVITUDE « URBANISATION – PARKING ÉCOLOGIQUE » [PE]

La servitude « urbanisation - parking écologique » concerne les terrains réservés à l'aménagement d'aires de stationnement. Les zones couvertes par la servitude « urbanisation - parking écologique » doivent respecter les règles suivantes :

- tout aménagement et toute construction autre que l'aire de stationnement elle-même et ses infrastructures techniques propres y sont interdits ;
- le projet d'aménagement doit préciser le concept et la délimitation exacte des emplacements réservés au stationnement ;
- la mise en œuvre du projet doit garantir le respect de considérations écologiques visant à favoriser l'aménagement sur substrat maigre et sur surfaces filtrantes et à intégrer des éléments végétaux, arbres, arbustes ou haies ;
- le principe d'aménagement doit retenir les procédés les plus performants en la matière au moment de la conception et de la réalisation du projet ;
- en conséquence, le principe d'aménagement doit intégrer la réduction des terrassements au strict minimum et concevoir la délimitation des aires de stationnement par des éléments naturels (haies, arbustes, etc....).

~~Art. 14.5.~~ **Art. 17.5.** SERVITUDE « URBANISATION – INTÉGRATION PAYSAGÈRE » [IP]

Les secteurs et éléments soumis à des servitudes « Urbanisation – Intégration Paysagère » sont marqués de la surimpression « IP ».

La zone de servitude « urbanisation – intégration paysagère » vise à garantir l'intégration des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans le paysage ouvert, la transition harmonieuse entre le milieu bâti et les espaces adjacents et de favoriser le maillage vert et la biodiversité et d'atténuer les impacts écologiques du développement urbain.

La largeur minimale imposée de la zone de servitude « urbanisation – intégration paysagère » sera d'au moins 10 m. Ces terrains doivent être occupés par une couverture arbustive ou arborée du type indigène adaptées au milieu, sur au moins 40% de leur surface. Dans le cas d'une « SU-IP » superposée à une zone soumise à un PAP «nouveau quartier », ce dernier comportera un concept de plantation qui précisera les plantations et aménagements paysagers à réaliser. Dans cette zone, seules les infrastructures destinées à la mobilité douce et à la circulation, notamment les accès nécessaires à la viabilisation de la zone, et la rétention des eaux de surfaces sont autorisés, à condition que leur emprise soit limitée et qu'elles soient aménagées selon les principes d'un aménagement écologique.

Le stockage de matériaux ou le stationnement de véhicules à ciel ouvert y est prohibé.

~~Art. 15.~~ **Art. 18.** ZONES DE SERVITUDE « COULOIRS ET ESPACES RÉSERVÉS »

Les servitudes « couloirs et espaces réservés » se rapportent à des fonds réservés soit aux projets d'infrastructures de circulation ou de canalisation, soit à l'écoulement et à la rétention des eaux pluviales.

Les couloirs et espaces réservés doivent être gardés libres de toute construction jusqu'à la réalisation des travaux visés à l'alinéa 1er.

Dès que les travaux visés à l'alinéa premier ont été entamés de manière significative, les prescriptions fixées à l'alinéa 2 ne produisent plus d'effets.

Le tracé figurant dans la partie graphique du plan d'aménagement général peut être adapté pour tenir compte des contraintes locales, par exemple des caractéristiques du terrain, de la configuration foncière ou des

impératifs de l'ouvrage à réaliser. Ces couloirs peuvent le cas échéant être déplacés mais en aucun cas ils ne peuvent être interrompus.

~~Art. 16. SECTEURS ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS D'INTÉRÊT COMMUNAL~~

~~Ces secteurs et éléments sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection. Les secteurs protégés de type « environnement construit » sont marqués de la surimpression « C ».~~

~~Art. 16.1.~~ **Art. 19.** SECTEURS ET ÉLÉMENTS PROTÉGÉS DE TYPE « ENVIRONNEMENT CONSTRUIT »

Ces secteurs et éléments sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection. Les secteurs protégés de type « environnement construit » sont marqués de la surimpression « C ».

Les secteurs protégés de type « environnement construit » constituent les parties du territoire communal qui comprennent des immeubles ou parties d'immeubles dignes de protection qui répondent à un ou plusieurs des critères suivants :

- authenticité de la substance bâtie, de son aménagement,
- rareté,
- exemplarité du type de bâtiment,
- importance architecturale,
- témoignage de l'immeuble pour l'histoire nationale, locale, sociale, politique, religieuse, militaire, technique ou industrielle.

Ces secteurs sont soumis à des servitudes spéciales de sauvegarde et de protection définies dans le présent article.

Tous travaux de réparation, de restauration, de rénovation, d'amélioration énergétique, d'agrandissement, d'extension ou de transformation quelconque de ces immeubles ou parties d'immeubles (ci-après appelés "travaux") sont autorisés dans le respect des règles et procédures définies ci-après.

Les travaux à réaliser sur les bâtiments se trouvant dans le secteur protégé, ainsi que la construction de nouveaux immeubles, doivent s'intégrer dans la structure caractéristique du tissu bâti existant traditionnel.

Une architecture contemporaine de qualité est de mise pour toute nouvelle construction.

Les éléments à respecter dans la planification et dans la réalisation des travaux et des constructions, sont les éléments caractéristiques en place, à savoir l'implantation, le gabarit, le rythme des façades et des ouvertures, les matériaux et teintes traditionnels telles que définies par le SSMN.

Tout avant-jardin, muret d'origine et haies existants dans le secteur protégé est à préserver, sauf en cas d'aménagement d'un accès à un emplacement de stationnement conformément au plan d'aménagement particulier « quartier existant » de la zone.

~~Art. 16.2.~~ **Art. 19.1.** ELÉMENTS PROTÉGÉS - TYPE « ENVIRONNEMENT CONSTRUIT »

Les éléments protégés de type « environnement construit » sont constitués des éléments construits suivants, situés dans ou hors des secteurs protégés :

- « construction à conserver », à caractère urbain ou rural, que caractérise plus sensiblement que les autres bâtisses au moins un des critères énoncés plus haut
- « cité ou colonie à conserver » dont les bâtiments sont à conserver en raison de leur histoire sociale ou de l'histoire des cités ou colonies
- « façade à conserver » que caractérise plus sensiblement que les autres façades du secteur au moins un des critères énoncés plus haut

~~Art. 16.2.1.~~ **Art. 19.2.** CONSTRUCTIONS À CONSERVER

Les constructions à conserver ne pourront subir aucune démolition, transformation, modification ou agrandissement qui pourrait nuire à leur valeur historique, artistique ou esthétique sauf en cas de menace pour la sécurité de tiers.

Toute intervention sur une construction à conserver doit veiller à la conservation et la mise en valeur des composantes architecturales originelles extérieures existantes à l'avant des constructions.

Ces composantes sont :

- la façade avant dont :
 - le rythme entre surfaces pleines et vides
 - les modénatures
- les éléments de décoration qui caractérisent ledit bâtiment
- les formes de toiture

▪

L'ajout d'un niveau plein n'est pas admis.

L'ajout de constructions annexes à la construction à conserver est autorisé, sauf dans le recul avant, sans préjudice du respect des reculs réglementaires du PAP, et à condition que ces constructions annexes soient accolées à ladite construction, identifiées comme élément ajouté et qu'elles lui soient subordonnées.

~~Art. 16.2.2.~~ **Art. 19.3.** CITÉS OU COLONIES À CONSERVER

Les cités ou colonies à conserver témoignent de l'histoire sociale de la Ville, représentent l'identité industrielle et l'histoire des colonies de la ville et constituent de par leur caractère homogène et leur composition urbaine des ensembles cohérents, dignes d'être conservés.

Les bâtiments constituant ces cités ou colonies à conserver sont soumis à la réglementation des constructions à conserver à l'~~Art. 19.2. Art. 19.2. Art. 17.2.1.~~

Afin de protéger leur qualité architecturale sans pour autant empêcher les adaptations liées au mode de vie contemporain, des agrandissements qui ne nuisent pas à leur valeur historique ni à l'identification de l'histoire des colonies, sont autorisés en vue d'améliorer l'habitat.

~~Art. 16.2.3.~~ **Art. 19.4.** FAÇADES À CONSERVER

Les façades à conserver ne peuvent subir aucune démolition, transformation, modification ou agrandissement qui nuise à leur valeur historique, artistique ou esthétique, sauf en cas de menace pour la sécurité de tiers.

Toute rénovation de façade à conserver doit veiller à la conservation et à la mise en valeur des composantes architecturales extérieures d'origine existantes sur cette façade.

Ces composantes sont :

- les dimensions, formes et position des baies
- les modénatures
- les éléments de décoration qui caractérisent ladite façade

~~Les zones délimitant les fonds soumis à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »~~

Art. 20. ZONE DE BRUIT

La zone de bruit comprend toutes les parties du territoire communal affectées par des nuisances phoniques importantes résultant du trafic aérien, routier ou ferroviaire ainsi que d'activités industrielles économiques d'une certaine envergure. La zone de bruit est soumise à des servitudes spéciales à définir sur la base du plan d'action au niveau national et est précisée dans le règlement des bâtisses, des voies publiques et des sites. Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou de plusieurs plans d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Art. 21. ZONE DE RISQUES D'ÉBOULEMENTS MINIERS

La zone de risques d'éboulements miniers comprend des fonds ou d'anciens travaux miniers dont l'utilisation du sol peut être soumise à des restrictions du fait de leur configuration géologique alors qu'ils sont soumis à des risques d'éboulements.

Une étude des sols doit être réalisée avant tout projet et les résultats de cette étude doivent être pris en compte pour le calcul statique des nouveaux aménagements et nouvelles constructions.

La zone de risques d'éboulements miniers est marquée de la surimpression « M ».

Art. 22. LES ZONES DÉLIMITANT LES PLANS D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER APPROUVÉS

Les plans d'aménagement particulier, dûment approuvés définitivement par le Ministre de l'Intérieur, avant l'entrée en vigueur de la présente partie écrite, sont abrogés, à l'exception des plans d'aménagement particulier (PAP) ou parties de PAP, énumérés dans le tableau suivant et indiqués sur la partie graphique qui restent d'application.

Pour tout ce qui n'est pas réglementé dans les parties graphiques et écrites du PAP, les prescriptions du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) correspondant à la zone du PAP sont d'application. En cas de contradiction entre les dispositions des PAP et les dispositions du PAP QE, les dispositions de la partie graphique et/ou de la partie écrite des PAP priment.

<u>N° sur le plan</u>	<u>N° du dossier Ministère</u>	<u>Rue ou Lieu-dit</u>	<u>Section</u>	<u>Approbation définitive</u>	<u>PAP QE correspondant</u>
<u>1</u>	<u>08381/34C</u>	<u>rue Batty-Weber</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>25/08/1989</u>	<u>PAP QE U II</u>
1	11658/34C	rue Batty-Weber	section B de Differdange	06/07/1998	
<u>2</u>	<u>10239/34C</u>	<u>Cité Henry Grey</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>23/12/1993</u>	<u>PAP QE U II</u>
<u>3</u>	<u>11480/34C</u>	<u>rue de l'Eau</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>18/05/1998</u>	<u>PAP QE U II</u>
<u>4</u>	<u>11658/34C</u>	<u>rue Batty Weber</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>06/07/1998</u>	<u>PAP QE U II</u>
<u>4</u>	<u>14306/34C</u>	<u>Um Héisengerwee - (rue des Mines)</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>07/12/2004</u>	<u>PAP QE U II</u>
<u>33</u>	<u>13333/34C</u>	<u>Rue de Soleuvre</u>	<u>Section B de Differdange</u>	<u>20/04/2005</u>	<u>PAP QE U III</u>
<u>5</u>	<u>15171/34C</u>	<u>Hahneboesch, auf der Kohr</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>05/07/2007</u>	<u>PAP QE ECO -c1</u>
<u>6</u>	<u>15318/34C</u>	<u>rue Pierre Gansen</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>29/11/2007</u>	<u>PAP QE U II</u>
<u>7</u>	<u>15527/34C</u>	<u>Grand-rue</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>23/04/2008</u>	<u>PAP QE PU IV</u>
<u>8</u>	<u>15878/34C</u>	<u>Biensel</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>10/12/2009</u>	<u>PAP QE U II</u>
8	15878/PA2/3 4C	Biensel	Section C d'Obercorn	15/03/2018	
8	15878/PA3/3 4C	Biensel	Section C d'Obercorn	26/09/2019	
<u>9</u>	<u>15900/34C</u>	<u>Grand-rue</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>24/06/2009</u>	<u>PAP QE PU IV</u>
<u>10</u>	<u>16057/34C</u>	<u>Avenue de la Liberté/Rue Kervert</u>	<u>Sect. A et B de Nie et Dif</u>	<u>16/06/2010</u>	<u>PAP QE PU IV</u>
<u>11</u>	<u>16073/34C</u>	<u>Avenue de la Liberté</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>27/08/2012</u>	<u>PAP QE U II</u>
11	16073/PA1/3 4C	Avenue de la Liberté	Sections A de Niedecorn	10/11/2023	
<u>12</u>	<u>16096/34C</u>	<u>Plateau Funiculaire 1-2</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>25/06/2010</u>	<u>PAP QE ECO -c2</u>
12	17882/34C	Plateau Funiculaire 1-2	section B de Differdange	02/05/2017	

<u>N° sur le plan</u>	<u>N° du dossier Ministère</u>	<u>Rue ou Lieu-dit</u>	<u>Section</u>	<u>Approbation définitive</u>	<u>PAP-QE correspondant</u>
12	17882/PA1/3 4C	Plateau Funiculaire 1-2	section B de Differdange	30/10/2020	
<u>13</u>	<u>16097/34C</u>	<u>Plateau Funiculaire 3-14</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>25/06/2010</u>	<u>PAP-QE U_III</u>
13	17883/34C	Plateau Funiculaire 3-14	section B de Differdange	02/05/2017	
<u>14</u>	<u>16457/34C</u>	<u>avenue de la liberté</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>06/01/2012</u>	<u>PAP-QE PU_III</u>
14	17474/34C	avenue de la Liberté	Section A de Niedecorn	21/03/2016	
<u>15</u>	<u>16578/34C</u>	<u>Place des Alliés</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>06/08/2012</u>	<u>PAP-QE PU_III</u>
<u>16</u>	<u>16579/34C</u>	<u>Wuelemswiss</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>06/08/2012</u>	<u>PAP-QE U_II</u>
<u>17</u>	<u>16580/34C</u>	<u>Wuelemswiss</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>06/08/2012</u>	<u>PAP-QE U_II</u>
<u>18</u>	<u>16670/34C</u>	<u>rue de Bascharage</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>25/09/2012</u>	<u>PAP-QE SPEC2</u>
18	16670/PA1/3 4C	Rue de Bascharage	Section A de Niedecorn	19/04/2022	
<u>5</u>	<u>16842/34C</u>	<u>Hahneboesch, auf der Kohr</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>21/06/2013</u>	<u>PAP-QE ECO-c1</u>
<u>19</u>	<u>16982/34C</u>	<u>rue de Woier</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>27/05/2014</u>	<u>PAP-QE U_III</u>
<u>20</u>	<u>17223/34C</u>	<u>Grand-rue</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>05/03/2015</u>	<u>PAP-QE MU IVa</u>
<u>21</u>	<u>17324/34C</u>	<u>Ronnwisén</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>29/09/2015</u>	<u>PAP-QE U_II</u>
<u>22</u>	<u>17473/34C</u>	<u>Mathendahl</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>28/01/2016</u>	<u>PAP-QE U_II et école QE BEP</u>
22	17473/PA2/3 4C	Mathendahl	Section A de Niedecorn	21/03/2019	
22	17473/PA3/3 4C	Mathendahl	Section A de Niedecorn	13/12/2019	
22	17473/PA4/3 4C	Mathendahl	Section A de Niedecorn	01/10/2020	
22	17473/PA5/3 4C	Mathendahl	Section A de Niedecorn	10/06/2022	
<u>14</u>	<u>17474/34C</u>	<u>avenue de la Liberté</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>21/03/2016</u>	<u>PAP-QE PU_III</u>
<u>23</u>	<u>17598/34C</u>	<u>route de Pétange</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>09/01/2017</u>	<u>PAP-QE U_II</u>
<u>21</u>	<u>17757/34C</u>	<u>Ronnwisén</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>09/01/2017</u>	<u>PAP-QE U_II</u>
<u>5</u>	<u>17797/34C</u>	<u>Hahneboesch, auf der Kohr</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>19/12/2016</u>	<u>PAP-QE ECO-c1</u>

<u>N° sur le plan</u>	<u>N° du dossier Ministère</u>	<u>Rue ou Lieu-dit</u>	<u>Section</u>	<u>Approbation définitive</u>	<u>PAP-QE correspondant</u>
<u>12</u>	<u>17882/34C</u>	<u>Plateau Funiculaire 1-2</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>02/05/2017</u>	<u>PAP-QE ECO-c2</u>
<u>13</u>	<u>17883/34C</u>	<u>Plateau Funiculaire 3-14</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>02/05/2017</u>	<u>PAP-QE U-III</u>
<u>24</u>	<u>17891/34C</u>	<u>Parc des sports</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>26/09/2017</u>	<u>PAP-QE PU-IV</u>
<u>25</u>	<u>17905/34C</u>	<u>LIDL rue de Soleuvre</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>15/05/2017</u>	<u>PAP-QE ECO-c1</u>
<u>26</u>	<u>17906/34C</u>	<u>Parc des sports</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>17/05/2017</u>	<u>BEP</u>
<u>27</u>	<u>17923/34C</u>	<u>Ouschterbour</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>25/06/2018</u>	<u>PAP-QE U-II</u>
27	17923/34C	Ouschterbour	Section C d'Obercorn	18/03/2019	
<u>28</u>	<u>18038/34C</u>	<u>rue des Trévires</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>27/09/2017</u>	<u>PAP-QE U-III</u>
<u>29</u>	<u>18191/34C</u>	<u>rue des Celtes</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>07/05/2018</u>	<u>PAP-QE U-II</u>
<u>30</u>	<u>18265/34C</u>	<u>Entrée en ville / Rue Emile Mark</u>	<u>section B de Differdange</u>	<u>20/08/2018</u>	<u>PAP-QE ECO-c1</u>
<u>31</u>	<u>18266/34C</u>	<u>Op de breeden Dréischer (rue de Soleuvre)</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>17/09/2018</u>	<u>PAP-QE U-II</u>
31	18266/PA1/34C	Op de breeden Dréischer (rue de Soleuvre)	Section C d'Obercorn	11/01/2024	
<u>27</u>	<u>17923/34C</u>	<u>Ouschterbour</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>18/03/2019</u>	<u>PAP-QE U-II</u>
<u>24</u>	<u>17891/34C</u>	<u>Parc des sports</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>26/07/2019</u>	<u>PAP-QE PU-IV</u>
<u>8</u>	<u>15878/34C</u>	<u>Biensel</u>	<u>Section C d'Obercorn</u>	<u>26/09/2019</u>	<u>PAP-QE U-II</u>
<u>32</u>	<u>18575/34C</u>	<u>Rue des Lignes</u>	<u>Section A de Niedecorn</u>	<u>28/10/2019</u>	<u>PAP-QE PU-II</u>
33	13333/34C	Rue de Soleuvre	Section C d'Obercorn	20/04/2005	
34	18673/34C	LUNEX	Section C d'Obercorn	24/09/2020	
35	18704/34C	Entrée de ville – site 1-1	section B de Differdange	30/01/2020	
36	18851/34C	Lauterbann Phase 2	Section A de Niedecorn	19/10/2020	
37	18853/34C	LuxEnergie	Section C d'Obercorn	29/09/2020	
38	19054/34C	Avenue du Parc des Sports	Section C d'Obercorn	05/05/2021	
39	19166/34C	Route de Pétange	Section A de Niedecorn	19/01/2022	
40	19362/34C	Op de breeden Dréischer II	section B de Differdange	10/11/2022	
41	19431/34C	Rue Prommenschenkel	Section C d'Obercorn	13/03/2023	

<u>N° sur le plan</u>	<u>N° du dossier Ministère</u>	<u>Rue ou Lieu-dit</u>	<u>Section</u>	<u>Approbation définitive</u>	<u>PAP-QE correspondant</u>
42	19623/34C	Cité 0	Section C d'Obercorn	30/08/2023	

Les PAP « nouveau quartier » approuvés par le Ministre de l'Intérieur entre l'entrée en procédure et l'entrée en vigueur du présent PAG restent d'application.

Tout PAP « nouveau quartier », pour lequel la procédure d'adoption est entamée pendant la phase d'adoption du présent PAG, peut être mené à terme et garde par la suite sa validité.

~~Section 6.~~ **CHAPITRE V. ZONES OU ESPACES DÉFINIS EN EXÉCUTION DE DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES SPÉCIFIQUES**

~~Art. 17.~~ **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les surfaces concernées par les dispositions légales et réglementaires découlant de la législation concernant l'aménagement général du territoire, la protection de la nature et des ressources naturelles, ~~la protection des sites et monuments nationaux~~ **le patrimoine culturel**, les réseaux d'infrastructures de transport national et la gestion de l'eau sont renseignées dans la partie graphique et la partie écrite du plan d'aménagement général.

~~Art. 18.~~ **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Plans Directeurs Sectoriels

Les dispositions de la partie écrite et partie graphique du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » sont obligatoires.

Les dispositions de la partie écrite et partie graphique du règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « paysages » sont obligatoires.

~~Art. 19.~~ **PROTECTION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES**

Les dispositions de **la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles** ~~la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles~~ s'appliquent de plein droit sur les zones ou espaces protégés concernant le territoire communal et qui sont :

Zones protégées communautaires :

- Zone de protection Habitats Natura 2000 : LU0001028, Differdange Est - Prenzebiérg / Anciennes mines et Carrières
- Zone de protection Oiseaux Natura 2000 : LU0002008, Minière de la région de Differdange - Giele Botter, Tillebiérg, Rollesbiérg, Ronnebiérg, Metzgerbiérg et Galgebiérg

Zones Protégées d'Intérêt Nationales :

Les ZPIN déclarées :

- RN RD 15, Prenzebiérg ainsi que sa zone tampon
- RN ZH 85 Dreckwies ainsi que sa zone tampon

~~Art. 20.~~ **PROTECTION ~~DES SITES ET MONUMENTS NATIONAUX~~ DU PATRIMOINE CULTUREL**

Les dispositions de la **loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel** ~~sur la protection des sites et monuments nationaux~~ s'appliquent de plein droit sur ~~les~~ immeubles et objets **classés comme patrimoine culturel national ou inscrits à l'inventaire supplémentaire** ~~classés ou inscrits~~.

~~Art. 21.~~ **GESTION DE L'EAU**

Conformément à la loi modifiée 19 décembre 2008 relative à l'eau, sont représentées dans la partie graphique du PAG :

— **les cours d'eau conformément aux dispositions de l'article 19 de ladite loi,**~~Les zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine :~~

■

— **les zones inondables déclarées obligatoires par le règlement grand-ducal du 30 mars 2022 déclarant obligatoires les cartes des zones inondables et les cartes des risques d'inondation pour les cours d'eau de la Gander et de la Chiers.**~~Sources~~

■

~~Art. 22. Réseaux d'infrastructures de transport national~~

~~Zones de bruit~~

~~Zone de bruit liée à l'autoroute A13~~

~~Zone de bruit liée à la voie ferrée~~

~~Les zones de bruit comprennent toutes les parties du territoire communal affectées par des nuisances phoniques importantes résultant du réseau routier ou ferroviaire ainsi que d'activités économiques. Ces zones sont soumises à des servitudes spéciales à définir sur la base du plan d'action au niveau national.~~

~~Routes nationales~~

~~Route nationale~~

~~Chemin repris~~

~~Voies ferrées~~

~~Chemin de fer~~

Section 7. CHAPITRE VI. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**Art. 23. Art. 1. LES ZONES DÉLIMITANT LES PLANS D'AMÉNAGEMENT PARTICULIER APPROUVÉS**

~~Les plans d'aménagement particulier, dûment approuvés définitivement par le Ministre de l'Intérieur, avant l'entrée en vigueur de la présente partie écrite, sont abrogés, à l'exception des plans d'aménagement particulier (PAP) ou parties de PAP, énumérés dans le tableau suivant et indiqués sur la partie graphique qui restent d'application.~~

~~Pour tout ce qui n'est pas réglementé dans les parties graphiques et écrites du PAP, les prescriptions du plan d'aménagement particulier « quartier existant » (PAP QE) correspondant à la zone du PAP sont d'application. En cas de contradiction entre les dispositions des PAP et les dispositions du PAP QE, les dispositions de la partie graphique et/ou de la partie écrite des PAP priment.~~

N° sur le plan	N° du dossier Ministère	Rue ou Lieu dit	Section	Approbation définitive	PAP QE correspondant
1	08381/34G	rue Batty Weber	section B de Diffordange	25/08/1989	PAP QE U_II
2	10239/34G	Cité Henry Grey	section B de Diffordange	23/12/1993	PAP QE U_II
3	11480/34G	rue de l'Eau	Section C d'Obercorn	18/05/1998	PAP QE U_II
4	11658/34G	rue Batty Weber	section B de Diffordange	06/07/1998	PAP QE U_II
4	11306/34G	Um Haisengerwee (rue des Mines)	Section C d'Obercorn	07/12/2004	PAP QE U_II
33	13333/34G	Rue de Soleuvre	Section B de Diffordange	20/04/2005	PAP QE U_III
5	15171/34G	Hahnbeesch, auf der Kehr	Section A de Niedecorn	05/07/2007	PAP QE ECO_c1
6	15318/34G	rue Pierre Gansen	Section A de Niedecorn	29/11/2007	PAP QE U_II
7	15527/34G	Grand rue	section B de Diffordange	23/04/2008	PAP QE PU_IV
8	15878/34G	Biensel	Section C d'Obercorn	10/12/2009	PAP QE U_II
9	16000/34G	Grand rue	section B de Diffordange	24/06/2009	PAP QE PU_IV
10	16057/34G	Avenue de la Liberté/Rue Keltort	Sect. A et B de Nie et Dif	16/06/2010	PAP QE PU_IV

N° sur le plan	N° du dossier Ministériel	Rue ou Lieu-dit	Section	Approbation définitive	PAP-QE correspondant
41	46073/34G	Avenue de la Liberté	Section A de Niedecorn	27/08/2012	PAP-QE U_II
42	46006/34G	Plateau Funiculaire 1-2	section B de Diffordange	25/06/2010	PAP-QE ECO-c2
43	46007/34G	Plateau Funiculaire 3-14	section B de Diffordange	25/06/2010	PAP-QE U_III
44	46457/34G	avenue de la liberté	Section A de Niedecorn	06/01/2012	PAP-QE PU_III
45	46578/34G	Place des Alliés	section B de Diffordange	06/08/2012	PAP-QE PU_III
46	46579/34G	Wuelemswiss	section B de Diffordange	06/08/2012	PAP-QE U_II
47	46580/34G	Wuelemswiss	section B de Diffordange	06/08/2012	PAP-QE U_II
48	46670/34G	rue de Bascharage	Section A de Niedecorn	25/09/2012	PAP-QE SPEC2
5	46842/34G	Hahneboesch, auf der Kehr	Section A de Niedecorn	21/06/2013	PAP-QE ECO-c4
40	46982/34G	rue de Weiwer	section B de Diffordange	27/05/2014	PAP-QE U_III
20	47223/34G	Grand rue	section B de Diffordange	05/03/2015	PAP-QE MU IVa
24	47324/34G	Rennwison	Section C d'Obercorn	20/09/2015	PAP-QE U_II
22	47473/34G	Mathondahl	Section A de Niedecorn	28/01/2016	PAP-QE U_II et école-QE-BEP
44	47474/34G	avenue de la Liberté	Section A de Niedecorn	21/03/2016	PAP-QE PU_III
23	47598/34G	route de Pétange	Section A de Niedecorn	09/01/2017	PAP-QE U_II
24	47757/34G	Rennwison	Section C d'Obercorn	09/01/2017	PAP-QE U_II
5	47797/34G	Hahneboesch, auf der Kehr	Section A de Niedecorn	10/12/2016	PAP-QE ECO-c4
42	47882/34G	Plateau Funiculaire 1-2	section B de Diffordange	02/05/2017	PAP-QE ECO-c2

N° sur le plan	N° du dossier Ministère	Rue ou Lieu-dit	Section	Approbation définitive	PAP-QE correspondant
43	47883/34G	Plateau Funiculaire 3-14	section B de Diffordange	02/05/2017	PAP-QE U_III
24	47891/34G	Parc des sports	Section G d'Obersorn	26/09/2017	PAP-QE PU_IV
25	47905/34G	LIDL rue de Solouvre	Section G d'Obersorn	15/05/2017	PAP-QE ECO_c4
26	47906/34G	Parc des sports	Section G d'Obersorn	17/05/2017	BEP
27	47923/34G	Ouschterbour	Section G d'Obersorn	25/06/2018	PAP-QE U_II
28	48038/34G	rue des Trévires	Section A de Nidocorn	27/09/2017	PAP-QE U_III
29	48191/34G	rue des Celtes	Section A de Nidocorn	07/05/2018	PAP-QE U_II
30	48265/34G	Entrée en ville / Rue Emile Mark	section B de Diffordange	20/08/2018	PAP-QE ECO_c4
31	48266/34G	Op de breeden Dréischer (rue de Solouvre)	Section G d'Obersorn	17/09/2018	PAP-QE U_II
27	47923/34G	Ouschterbour	Section G d'Obersorn	18/03/2019	PAP-QE U_II
24	47891/34G	Parc des sports	Section G d'Obersorn	26/07/2019	PAP-QE PU_IV
8	45878/34G	Biensel	Section G d'Obersorn	26/09/2019	PAP-QE U_II
32	48575/34G	Rue des Lignes	Section A de Nidocorn	28/10/2019	PAP-QE PU_II

~~Les PAP « nouveau quartier » approuvés par le Ministre de l'Intérieur entre l'entrée en procédure et l'entrée en vigueur du présent PAG restent d'application.~~

~~Tout PAP « nouveau quartier », pour lequel la procédure d'adoption est entamée pendant la phase d'adoption du présent PAG, peut être mené à terme et garde par la suite sa validité.~~

~~Art. 24.~~ **LES BIOTOPES PROTÉGÉS (REPRIS À TITRE PUREMENT INFORMATIF ET INDICATIF ET NON EXHAUSTIF)**

Les biotopes, tels qu'identifiés en application de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, sont repris dans la partie graphique du Plan, à titre informatif et indicatif et non exhaustif.

La fidélité, l'exactitude, l'actualité, la fiabilité et l'intégralité des informations relatives à ces biotopes doivent être confirmées, à charge du demandeur, à chaque fois qu'un projet d'aménagement et/ou de construction porte sur des terrains concernés par la présence d'un ou de plusieurs de ces biotopes.

Les dispositions de la loi précitée s'appliquent de plein droit sur tout le territoire communal nonobstant les indications informatives figurant dans la partie graphique du PAG.

~~Art. 25.~~ **ZONES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 17 (REPRIS À TITRE INFORMATIF, INDICATIF ET NON EXHAUSTIF)**

Ces zones sont soumises aux dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

~~Art. 26.~~ **ZONES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 21 (REPRIS À TITRE INFORMATIF, INDICATIF ET NON EXHAUSTIF)**

Ces zones sont soumises aux dispositions de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

~~Art. 27.~~ **ZONES « VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES » (REPRIS À TITRE INDICATIF ET INFORMATIF)**

~~Source : CNRA~~

Les zones « vestiges archéologiques » correspondent aux sites archéologiques connus, mais dont l'étendue exacte et le degré de conservation ne sont pas encore connus.

Ces zones doivent faire l'objet d'une opération archéologique (sondages diagnostiques, prospections géophysiques ou fouilles archéologiques) en fonction de la nature et de l'étendue des sites, mais également du projet d'aménagement.

Cette intervention scientifique doit être effectuée le plus tôt possible après évaluation du projet par le CNRA. Le maître d'ouvrage du projet d'aménagement est prié de contacter le CNRA dans les meilleurs délais, et de lui fournir les documents nécessaires du projet pour une évaluation scientifique approfondie.

~~Art. 28.~~ **ZONES DE RISQUES D'ÉBOULEMENT MINIER (REPRIS À TITRE INDICATIF)**

~~Source : ITM 2018~~

CHAPITRE VII. ANNEXE I

TERMINOLOGIE DU DEGRÉ D'UTILISATION DU SOL

A. Coefficient d'utilisation du sol [CUS]

On entend par coefficient d'utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d'étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres.

Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d'étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d'étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

B. Coefficient d'occupation du sol [COS]

On entend par coefficient d'occupation du sol le rapport entre la surface d'emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

C. Coefficient de scellement du sol [CSS]

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

D. Densité de logement [DL]

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d'unités de logement et le terrain à bâtir brut exprimé en hectares.

Les logements intégrés, au sens de l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune ne sont pas pris en compte.

E. Terrain à bâtir brut

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

F. Terrain à bâtir net

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées et publiques nécessaires à sa viabilisation.

G. Surface construite brute

On entend par surface construite brute la surface hors œuvre obtenue d'un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte.

Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

Les surfaces construites brutes attribuées aux différentes affectations d'un immeuble, telles que commerces, bureaux, logements et logements abordables, sont déterminées en additionnant pour

chaque affectation précitée l'ensemble des surfaces construites brutes correspondantes, y compris les murs qui englobent les surfaces attribuées à l'affectation respective.

Sans préjudice de ce qui précède, les surfaces occupées par des murs ou parties de murs, qui servent de séparation entre des surfaces connaissant des affectations distinctes, sont attribuées à part égale aux affectations concernées.

Les parties d'utilité commune, dont notamment les espaces de circulation, sont comptabilisées au prorata des surfaces construites brutes attribuées aux diverses affectations.

H. Surface non aménageable

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d'appliquer les critères suivants :

a. hauteur des locaux :

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètre, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux :

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables.

Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les cages d'escalier et les cages d'ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d'ouverture sur l'extérieur.

Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s'exercer une activité quelconque, telle que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d'ordinateurs.

c. Solidité et géométrie des locaux :

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m² ou en raison de l'encombrement de la charpente ou d'autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

I. Surface hors œuvre

Est à considérer comme surface hors œuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l'isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures telles que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs.

En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

J. Surface d'emprise au sol

On entend par surface d'emprise au sol la surface hors œuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec le terrain naturel.

Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d'emprise au sol les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d'accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.

K. Surface scellée

Est considérée comme surface scellée toute surface dont l'aménagement ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction.

Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 pour cent pour 15cm d'épaisseur de couverture de terre végétale, jusqu'à concurrence de 75 pour cent.

Concernant les toitures végétales, la surface scellée à prendre en compte est réduite de 50 pour cent.

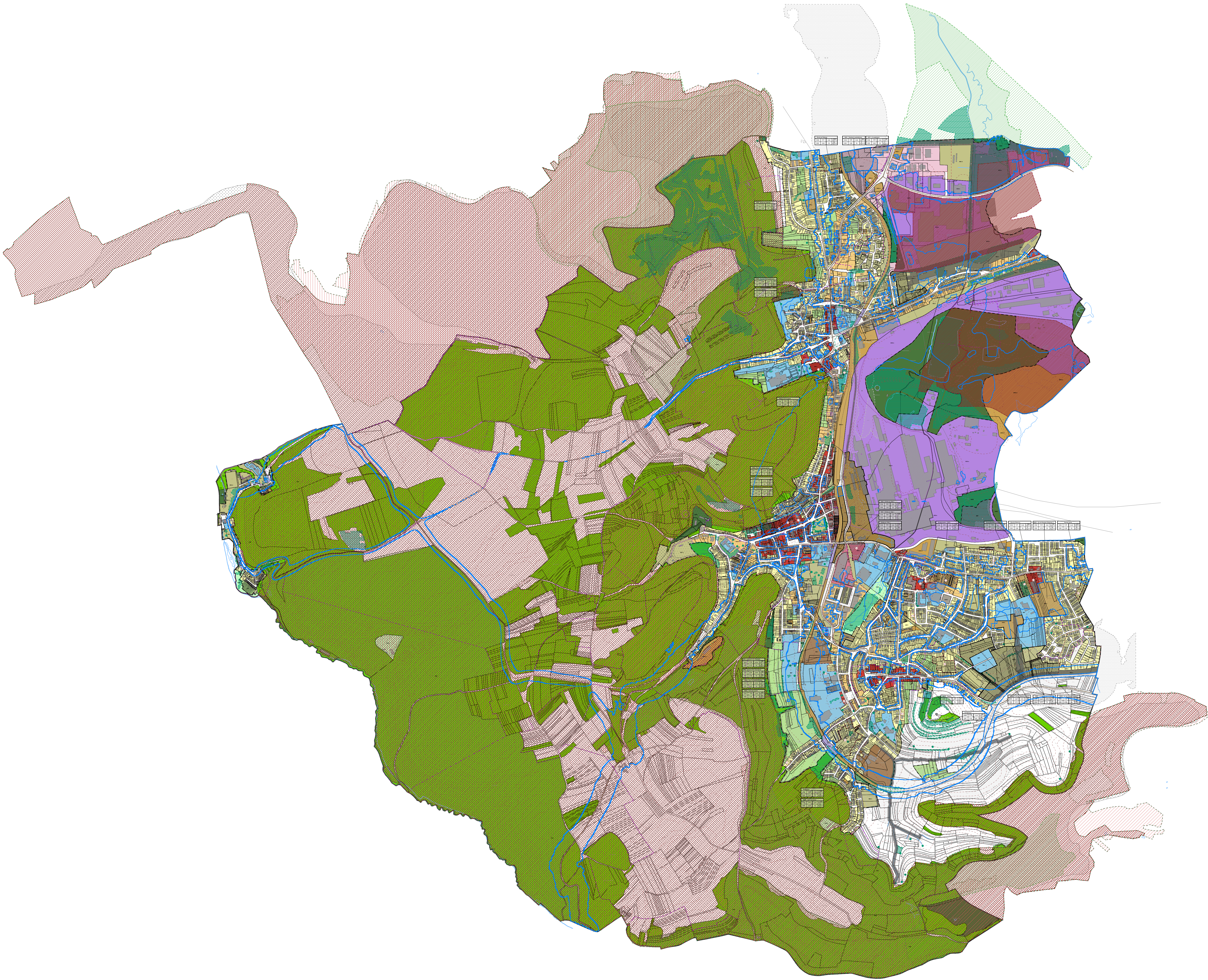
L. Surface de vente

Il s'agit de la surface de vente au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

6.2 **Partie graphique**

Plan 2 : Extrait du PAG en vigueur

Plan 3 : Extrait du PAG modifié



Parcelle cadastrale/immeuble

Délimitation du degré d'utilisation du sol

Courbes de niveau
(source: IGN, L1C)

Délimitation de la zone verte

Délimitation de la modification partielle du PAG

Cours d'eau / Ruisseau
(source: IGN, L1C)

Zone d'habitation (art. 1)

Zone d'habitation 1

Zone d'habitation 2

Zones mixtes (art. 2)

Zone mixte urbaine centrale

Zone mixte urbaine

Zone mixte rurale

Zone de bâtiments et équipements publics (art. 3)

Zone d'activités

Zone d'activités économiques communale type 1 (art. 4)

Zone d'activités économiques nationale (art. 6)

Zone de gares ferroviaires et routières (art. 7)

Zone de sport et de loisirs (art. 8)

Zone de sport et de loisirs 1

Zone de sport et de loisirs 2

Zone de sport et de loisirs 3

Zone spéciale (art. 9)

Zone spéciale 1

Zone spéciale 2

Zone spéciale 3

Zone spéciale 4

Zone spéciale 5

Zone spéciale 6

Zone de jardins familiaux (art. 10)

Dénomination de la ou des zones

COS max.

CUS max.

COS max.

CUS max.

DL max.

DL max.

Zone agricole

Zone forestière

Zone de parc public

Zone de verdure

Zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier" (art. 19)

Zone d'aménagement ordonné (art. 15)

Zone de servitude "urbanisation" (art. 16)

Corridor de déplacement

Zone tampon

Biotope et éléments naturels à préserver

Maisons jumelées

Parking écologique

Intégration paysagère

Zone de servitude "Coulours et espaces réservés" (art. 17)

Coulour pour projets routiers

Coulour pour projets de mobilité douce

Secteurs et éléments protégés d'intérêt communal (art. 18)

Secteur protégé de type "environnement construit"

Construction à conserver

Clés ou colonnes à conserver

Façades à conserver

à l'aménagement du territoire

Plan directeur sectoriel - Zone d'activités économiques

Plan directeur sectoriel - Paysages

à la protection de la nature et des ressources naturelles

Zone protégée d'intérêt communautaire - Réseau Natura 2000

ZPS Habitat LU0001028

ZPS Oiseaux LU0002008

à la gestion de l'eau

RN RD 15 Prenzelsberg

Zone tampon - RN RD 15 Prenzelsberg

RN RD 15 Prenzelsberg

RN RD 15 Prenzelsberg

Zone tampon - RN RD 85 Dreckwies

RN RD 85 Dreckwies

Zone tampon - RN RD 85 Dreckwies

RN RD 00 Kiemerchen - Scheiergronn - Grousebesch

à la protection des sites et monuments nationaux

Mouvements nationaux classés au 11 octobre 2010

(Sites et Monuments nationaux, liste des immeubles et objets classés au rapport d'inventaire supplémentaire, Monuments A.N.T.O. du 10 août 1983)

brut

route nationale

chemin repris

voies fermées

Informations complémentaires

PAP approuvé par le Ministère de l'intérieur et à la Grande Région

Biotope - art.17 de la loi du 18 juillet 2018 (à titre indicatif et non exhaustif)

Terrains avec vestiges archéologiques connus (CNRA, 12/10/2015)

Zones soumises aux dispositions de l'art. 17

Zones soumises aux dispositions de l'art. 21

Réseaux d'infrastructure - ligne électrique

Zones de risques d'éboulements miniers selon ITTM (mars 2018)

Modification

Fond de plan:

Administration du Cadastre et de la Topographie

Plan cadastral national (PCN) - Exercice 2018

IGN/IGN 2018

Ville de

Differdange

Plan d'aménagement général en vigueur

Modification de "Différents articles et actualisation de la partie graphique"

Plan d'ensemble

ZB ZEYEN BAUMANN

ZEYEN + BAUMANN

7 rue de l'Éclair

L-7254 Differdange

T +352 33 02 04

T +352 33 08 90

www.zeyenbaumann.lu

URBANISME

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

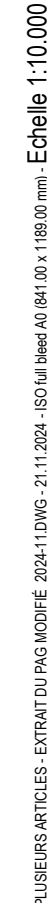
ENVIRONNEMENT

GÉNIE CIVIL

Plan 1

échelle 1:10.000

novembre 2024



(1) Administration du Cadastre et de la Topographie, *Plan cadastre national* (PCN), Edition 2012

(2) Base de données Topo-Geographiques (BTD)-TIG, ACT, Luxemb. 2015

(3) Cartographie du sol, Ministère du Développement durable des Infrastructures, Administration de l'Environnement, 2011

(4) ITM, mai 2018

(5) MDD, Environnement, Administration du Cadre des Eaux, *Stratégie de la conservation de la Nature* (Zones protégées d'intérêt national, réserves naturelles et réserves fédérales) (enclenchement à la loi du 15 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles), Luxembourg, 2018

(6) Règlement grand-ducal du 20 mars 2005

(7) Règlement grand-ducal du 19 février 2017 relatif obligatoirement à la prise direction agricole, aux aides, et aux zones d'activités

(8) Institut national pour la protection environnement - INPE, *Plan de surveillance et d'audit biogéochimique d'une protection nationale du sol* (19 février 2024)

(9) Règlement grand-ducal du 20 mars 2022 relatif obligatoirement à la culture des terres agricoles et aux mesures d'entretien des parcelles pour les zones classées de la Gamme et de la Chaux

(10) INPE, 10-12-2015

7 Versions coordonnées

Les versions coordonnées des parties écrite et graphique du PAG seront mises à jour après l'approbation de ce dossier de modification ponctuelle. Les projets des versions coordonnées des parties écrite et graphique du PAG se trouvent sur la clé USB jointe au présent dossier.

Annexes

1 Fiche de présentation

Refonte générale du PAG	<input type="checkbox"/>	Ville de	Differdange	N° de référence (réservé au ministère)	
Mise à jour du PAG	<input type="checkbox"/>	Localité de		Date de l'avis de la commission d'aménagement	
Modification ponctuelle du PAG	<input checked="" type="checkbox"/>	Lieu-dit		Date du vote du conseil communal	
		surface brute	- ha	Date d'approbation ministérielle	

Organisation territoriale de la commune		Le présent tableau concerne :	
Région	Sud	Ville de	Differdange
CDA	<input checked="" type="checkbox"/>	Localité de	-
Signataire de la convention "pacte logement"	<input type="checkbox"/>	Quartier de	
Commune prioritaire	<input type="checkbox"/>	Surface brute du territoire	22,23 km²
		Nombre d'habitants	29.703 hab. (avril 2023)
		Nombre d'emplois	empl.
		Remarques éventuelles	
		restructuration de la partie écrite et graphique	
		modification de l'article 10 - emplacement de stationnement	

Potentiels de développement urbain (estimation)		Ne s'applique pas à la modification ponctuelle du PAG	
Hypothèses de calcul			
Surface brute moyenne par logement		m²	
Nombre moyen de personnes par logement		hab.	
Surface brute moyenne par emploi en zone d'activité		m²	
Surface brute moyenne par emploi en zone mixte et zone d'habitation		m²	
		nombre d'habitants	
		nombre d'emplois	
	surface brute [ha]	situation existante [hab]	potentiel [hab]
		croissance potentielle [%]	
		situation existante [empl]	potentiel [empl]
		croissance potentielle [%]	
1. dans les quartiers existants			
2. dans les nouveaux quartiers			
zones d'habitation			
zones mixtes			
zones d'activités			
zones de bâtiments et d'équipements publics			
zones de sports et de loisirs			
TOTAL [NQ]			
3. TOTAL [NQ] + [QE]			

Densité de logement (selon potentiels de développement dans les zones d'habitation et les zones)		Ne s'applique pas à la modification ponctuelle du PAG	
Situation existante		Situation projetée	
Nombre de ménages	u.	Densité de logement moyenne dans les NQ	log / ha brut
Densité de ménages	u. / ha brut	Densité de logement moyenne dans les QE	log / ha brut

Phasage		Ne s'applique pas à la modification ponctuelle du PAG	
surface brute [ha]		nombre d'habitants (selon CUS max.)	
nombre d'emplois (selon CUS max.)			
Zone de réserve	zone d'urbanisation prioritaire 1	zone d'urbanisation prioritaire 2	Zone de réserve
zone d'urbanisation prioritaire 1	zone d'urbanisation prioritaire 2	Zone de réserve	zone d'urbanisation prioritaire 1
zone d'urbanisation prioritaire 2	Zone de réserve	zone d'urbanisation prioritaire 1	zone d'urbanisation prioritaire 2

Zones protégées		Ne s'applique pas à la modification ponctuelle du PAG	
Surfaces totales des secteurs protégés d'intérêt communal EC	ha	Nombre d'immeubles isolés protégés	u.
Surfaces totales des secteurs protégés d'intérêt communal EN	ha		

2 Certificat PAG upload

Protocole de conformité

Transmission des fichiers informatiques relatifs au projet de PAG

Conformément à l'article 3 du règlement ministériel du 30 mai 2017 relatif au contenu et à la structure des fichiers informatiques des projets et plans d'aménagement d'une commune. Ce protocole atteste la conformité du dossier informatique PAG (034_Modification_Differents articles) soumis par Zeyen+Baumann (pag-upload@zeyenbaumann.lu) le 05.12.2024 concernant la modification de la commune de Administration communale de la ville de Differdange.

Ce protocole devra être joint au dossier lors de la saisine de la commission d'aménagement et de la transmission du dossier au Ministre de l'Intérieur.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Direction de l'Aménagement Communal
et du Développement Urbain

3 Dispense du ministère de l'Environnement



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Administration communale de la Ville de
Differdange
B.P. 12
L-4501 Differdange

Références : D3-24-0086-PS/2.3
Dossier suivi par : Pit Steinmetz
Tél. : (+352) 247-86857
E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Luxembourg, le 02 OCT 2024

Objet : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 2.3)

Projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Bertrange concernant des adaptations de la partie écrite et de la partie graphique du PAG

Monsieur le Bourgmestre,

Je me réfère à votre courrier du 2 juillet 2024 par lequel vous m'avez demandé mon avis au regard du projet mentionné sous rubrique, ceci en vertu de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après « loi modifiée du 22 mai 2008 »). En annexe du courrier se trouve un tableau résumant les différentes adaptations prévues au niveau de la partie écrite et de la partie graphique du PAG. Complémentairement à ce tableau, la commune a transféré au Ministère une version digitale du projet par courrier électronique en date du 8 août 2024. Il y a lieu de noter que le classement en tant que zone bâtiments et d'équipements publics (BEP) de fonds situés à Differdange au Nord de la rue Emile Mark respectivement à l'Est du Boulevard Emile Kriepps n'est pas mentionné dans le tableau précité. Il faudra en tenir compte lors de la procédure et des explications fournies relatives au projet.

Nonobstant, l'appréciation du collège échevinal comme quoi le projet de modification ponctuelle du PAG n'est pas susceptible d'engendrer des incidences significatives sur l'environnement dans le sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 est partagée. Une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales n'est donc pas nécessaire.

Il convient toutefois de souligner que la délimitation de la verte présentée dans la partie graphique du PAG au Sud de Oberkorn respectivement au Sud et à l'Est de la butte-témoin « Ratten » nécessite d'être adaptée. Conformément à la décision du 6 juillet 2022 en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, les fonds en question font partie de la zone verte (voir les annexes 4 et 5 de la décision) et devront figurer en tant que tels

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400-410

sa@mev.etat.lu
www.emwelt.lu

www.gouvernement.lu
www.luxembourg.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

dans la partie graphique du PAG. Il est vivement recommandé d'inclure cette adaptation dans le projet de modification ponctuelle du PAG soumis pour avis, afin d'éviter des incertitudes quant au statut de ces fonds.

La volonté de l'autorité communale de vouloir réviser la « zone de bruit » sur base des cartographies publiées par l'Administration de l'environnement (AEV) pour l'année 2021 et d'appliquer dans ce contexte des seuils adéquats ($L_{den} = 60 \text{ dB(A)}$; $L_{night} = 50 \text{ dB(A)}$), ceci en vue de couvrir les surfaces potentiellement touchées par un impact sonore, est saluée. Toutefois, les observations suivantes sont à formuler :

- Parmi les cartographies de bruit publiées par l'AEV¹ sur base de la directive 2002/49/CE², le trafic routier est représenté sur deux cartographies 2021 distinctes : 1. : pour les grands axes routiers de plus de trois millions de passages de véhicules par an, 2. : pour les routes d'agglomérations, dont l'agglomération « Sud ». La cartographie des routes de l'agglomération « Sud » inclut toutes les routes et représente donc la situation acoustique la plus complète avec une empreinte sur le territoire plus conséquente. La « zone de bruit » proposée dans la partie graphique du PAG se réfère aux seuls grands axes routiers. L'application de la cartographie des routes de l'agglomération « Sud » serait plus cohérente du fait que la cartographie de l'agglomération « activités industrielles » est également appliquée.
- A titre d'information, il y a lieu de noter que la « zone de bruit » proposée se réfère également à la cartographie des activités industrielles dans les agglomérations qui prend en compte les seuls établissements IED³ d'une certaine envergure. L'application de la « zone de bruit » ne pourra donc pas permettre de prendre en compte l'impact sonore des toutes les « activités économiques », tel qu'il est suggéré par la définition de la partie écrite du PAG qui vise entre autres les « activités économiques » dans un sens plus large.
- Comme l'empreinte de la « zone de bruit » couvre une gamme de niveaux sonores très variée, il est recommandé de prévoir au niveau du Règlement sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites (RBVS) un renvoi vers la norme ILNAS 103-1:2022⁴, qui permet de tenir compte des différentes situations d'exposition acoustiques, évitant, le cas échéant, le sur- ou le sous-dimensionnement des éléments de construction y imposés.

¹ Source: <https://data.public.lu/fr/datasets/environmental-noise-strategic-noise-maps/> et geoportail.lu > Thème: environnement > Bruit environnemental > Modélisation

² Directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement telle que modifiée (END)

³ Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les émissions industrielles (IED)

⁴ ILNAS 103-1:2022 ACOUSTIQUE – CRITÈRES DE PERFORMANCE POUR LES BÂTIMENTS D'HABITATION; <https://portail-qualite.public.lu/fr/actualites/normes-normalisation/2022/PublicationnormeAcoustique.html>



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la loi modifiée du 22 mai 2008, la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie : Ministère des Affaires intérieures
Administration de la nature et des forêts
Administration de l'environnement

